

SAHARA OCCIDENTAL

LES AUTORITÉS MAROCAINES EXPULSENT LES MEMBRES D'UNE MISSION ESPAGNOLE D'OBSERVATION DES DROITS HUMAINS

Les autorités marocaines ont expulsé, mardi, les membres d'une mission espagnole d'observation des droits humains après les avoir empêchés de descendre d'un avion qui venait d'atterrir à Laâyoune, dans les territoires occupés, annoncent des médias espagnols.



P.7

ENTRENOUS

Quotidien national d'information

« La vérité est comme l'eau ; elle prend la forme du récipient qui la contient. » Ibn Khaldoun

Mercredi 22 Rajab- 14 Janvier 2026 - N° 1212 : ISSN 1112-6167. www.entrenous.dz Prix :25 DA

CONFÉRENCE À LA COUR CONSTITUTIONNELLE "L'AVENIR DE L'ALGÉRIE À LA LUMIÈRE DES DÉFIS RÉGIONAUX ET INTERNATIONAUX"



La conférence a été animée par Mesbah Menas, membre de la Cour constitutionnelle, en présence de la présidente de la Cour constitutionnelle, Leila Aslaoui, ainsi que des membres de cette instance, de ses cadres et fonctionnaires, outre des étudiants de l'Ecole nationale d'administration et de l'Ecole supérieure des sciences politiques, ce qui a conféré à la rencontre un caractère académique et de formation, témoignant de "l'engagement de la Cour constitutionnelle à s'ouvrir aux établissements d'enseignement et de formation", lit-on dans le communiqué.

P.2

INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE PERSPECTIVES DE COOPÉRATION AVEC LA SUÈDE ET LA GRANDE-BRETAGNE

Le ministre de l'Industrie pharmaceutique, Ouacim Kouidri, s'est entretenu, mardi, avec l'ambassadrice du Royaume de Suède en Algérie, Anna Block Mazoyer, ainsi qu'avec l'ambassadeur du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord en Algérie, James Robert Stephen Downer. Ces échanges ont porté sur les perspectives de coopération et d'investissement dans le secteur de l'industrie pharmaceutique, selon un communiqué du ministère.

P.4

APPROVISIONNEMENT DU MARCHÉ NATIONAL DURANT LE MOIS DE RAMADHAN

LE PREMIER MINISTRE, M. SIFI GHRIEB, PRÉSIDE UNE RÉUNION INTERMINISTÉRIELLE



P.3

Sur instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, le Premier ministre, M. Sifi Ghrieb, a présidé, mardi, une réunion interministérielle consacrée à l'examen des mesures visant à assurer l'approvisionnement du marché national en produits de consommation, indique un communiqué des services du Premier ministre.

EXPORTATION DE TÔLES D'ACIER DU COMPLEXE TOSYALI REZIG SUPERVISE LE LANCEMENT DE LA PREMIÈRE OPÉRATION

Le ministre du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, Kamel Rezig, a supervisé, mardi à Oran, le lancement des premières opérations d'exportation de tôles d'acier du complexe Tosyali au titre de l'année 2026, dans le cadre d'une visite effectuée au sein du complexe industriel.

P.16

UN PLAN NATIONAL POUR RENFORCER L'ADAPTATION CLIMATIQUE FORMATION, COORDINATION ET PRÉVENTION AU CŒUR DE LA STRATÉGIE ENVIRONNEMENTALE

La ministre de l'Environnement et de la Qualité de la vie, Kaouter Krikou, a indiqué mardi à Alger que le Plan national d'adaptation aux changements climatiques, actuellement en cours d'élaboration sous la tutelle de son département et avec la participation de plusieurs secteurs, permettra de consolider les capacités nationales dans ce domaine. Elle a insisté sur la nécessité de former les intervenants du secteur environnemental ainsi que les collectivités locales, dans le cadre de la mise en œuvre de ce plan.

Par Youcef Hamidi

À l'occasion d'une visite de travail effectuée au siège de l'Office national de la météorologie à Alger, la ministre a précisé que ce plan s'articule autour de dimensions économiques, sociales et écologiques, ce qui impose une implication effective des acteurs locaux, des collectivités territoriales et de la société civile afin d'assurer son application concrète sur le terrain.

Elle a également souligné que cette démarche repose sur une large coordination associant les secteurs de l'agriculture, des ressources en eau, de l'énergie, de l'enseignement supérieur, de la santé et de l'habitat, dans le cadre des travaux du Comité national Climat, en collaboration avec le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, ainsi qu'avec la Délégation nationale aux risques majeurs.

Dans ce contexte, le ministère a lancé, au début du mois en cours, des cycles de formation destinés à renforcer les compétences des acteurs locaux, des collectivités locales et de la société civile, a fait savoir la ministre, précisant que



cette première phase concerne 28 wilayas et vise à consolider les connaissances et les capacités liées aux mécanismes d'adaptation aux changements climatiques.

La ministre a, par ailleurs, mis en exergue le rôle central de l'Office national de la météorologie, en tant qu'outil essentiel d'appui et d'orientation des politiques nationales d'adaptation climatique, compte tenu des ressources humaines et

matérielles dont il dispose, notamment le réseau national de surveillance composé de 85 stations permettant l'observation en temps réel des conditions météorologiques et climatiques, contribuant ainsi à l'alerte précoce et à une gestion rapide des risques.

Pour sa part, Samir Grimes, expert chargé de l'élaboration du Plan national d'adaptation, a expliqué que ce document, préparé en colla-

boration avec le Programme des Nations Unies pour le développement et avec l'appui d'une équipe d'experts algériens issus de plusieurs disciplines, a pour objectif de renforcer les capacités nationales en matière de protection du climat tout en améliorant la coordination intersectorielle.

Selon lui, le plan intègre également une dimension d'ingénierie financière dédiée à l'adaptation climatique, soulignant que les investissements consentis dans ce cadre permettront à l'État d'éviter des coûts excessifs liés aux impacts des changements climatiques, environnementaux et aux risques qui en découlent.

À ce propos, M. Grimes a rappelé que l'Algérie a déjà engagé plusieurs actions et projets pour garantir sa sécurité environnementale, à l'image du programme national de dessalement de l'eau de mer, de la réhabilitation du Barrage Vert selon une approche environnementale, économique et sociale, ainsi que du développement de l'agriculture saharienne et des énergies renouvelables.

Y.H

LUTTE CONTRE LA CRIMINALITÉ DÉMANTÈLEMENT TROIS RÉSEAUX CRIMINELS ET SAISIE D'UNE IMPORTANTE QUANTITÉ DE KIF TRAITÉ ET DE COCAÏNE

Les brigades opérationnelles du Service central de lutte contre le trafic illicite des stupéfiants (SCLTIS) ont mis en échec, dans des opérations distinctes au cours de la semaine dernière, l'activité de trois réseaux criminels organisés avec l'arrestation de 14 individus dont une femme et la saisie de plus d'un (1) quintal de kif traité ainsi qu'une quantité importante de cocaïne, indique mardi un communiqué de la Direction générale de la Sûreté nationale.

Lors de la première opération menée dans une wilaya de l'ouest du pays, les éléments dudit Service ont réussi à "djouer une tentative de transfert d'une quantité de kif traité de 1 quintal et 20 kg, soigneusement dissimulée dans des compartiments aménagés d'un véhicule utilitaire".

La deuxième opération menée au niveau de la wilaya d'Alger, a permis "la saisie de 38 kg de cocaïne". La troisième opération, quant à elle, s'est soldée par "la mise en échec de l'activité d'un réseau criminel organisé visant à acheminer une cargaison de psychotropes vers l'une des wilayas du nord, avec la saisie de 59.340 capsules de type Prégabalin", précise la même source.

Ces opérations, menées sous la supervision des parquets compétents, ont également permis "la récupération de sept (7) véhicules de différentes marques et catégories, utilisés dans ces activités criminelles", ajoute la même source.

"Les mis en cause ont été présentés devant les procureurs de la République près le Pôle pénal spécialisé d'Oran et près les tribunaux de Koléa (Tipaza) et de Dar El Beïda (Alger)", conclut la même source.

RA

CONFÉRENCE À LA COUR CONSTITUTIONNELLE "L'AVENIR DE L'ALGÉRIE À LA LUMIÈRE DES DÉFIS RÉGIONAUX ET INTERNATIONAUX"

La Cour constitutionnelle a abrité mardi une conférence sur le thème "L'avenir de l'Algérie à la lumière des défis régionaux et internationaux", a indiqué un communiqué de la Cour.

La conférence a été animée par Mesbah Menas, membre de la Cour constitutionnelle, en présence de la présidente de la Cour constitutionnelle, Leïla Aslaoui, ainsi que des membres de cette instance, de ses cadres et fonctionnaires, outre des étudiants de l'Ecole nationale d'administration et de l'Ecole supérieure des sciences politiques, ce qui a conféré à la rencontre un caractère acadé-

mique et de formation, témoignant de "l'engagement de la Cour constitutionnelle à s'ouvrir aux établissements d'enseignement et de formation", lit-on dans le communiqué.

La conférence a permis aux participants de s'informer sur les enjeux régionaux et internationaux et "de mieux comprendre les enjeux stratégiques et géopolitiques actuels". Cette conférence s'inscrit dans le

cadre des rencontres mensuelles de la Cour constitutionnelle, qui vise à "renforcer le dialogue intellectuel et académique sur les différentes questions nationales et à sensibiliser les différentes catégories de la société, notamment les futures élites, aux défis auxquels l'Algérie est confrontée face aux mutations régionales et internationales accélérées".

RA

SALON NATIONAL DE L'EMPLOI, DE LA FORMATION ET DE L'ENTREPRENEURIAT

A PARTIR DE SAMEDI PROCHAIN À SÉTIF

Le Salon national de l'emploi, de la formation et de l'entrepreneuriat sera organisé du 17 au 19 janvier courant dans la wilaya de Sétif, sous le slogan "Les compétences de l'Est au service de l'industrie nationale", avec la participation d'une quarantaine d'exposants, indique mardi un communiqué des organisateurs.

Organisée sous le patronage du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, et du ministère de l'Economie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises, cette manifestation vise à "débatte des thématiques liées aux métiers d'avenir, notamment l'innovation, l'industrie et les compétences régionales, en phase avec les défis du secteur industriel", précise le communiqué. "Plus de 40 exposants prendront part au Salon, dont des entreprises locales et internationales, des organismes de formation, des start-up et des incubateurs, ainsi que des universités et des clubs scienti-

fiques". Le Salon est destiné aux acteurs de l'emploi, de la formation professionnelle et de l'enseignement supérieur, aux start-up, aux incubateurs et dispositifs de soutien, aux entreprises industrielles et technologiques, ainsi qu'aux étudiants en quête d'emploi et aux porteurs de projets. Les organisateurs ont souligné que la 20e édition du Salon se tiendra dans la ville de Sétif, une initiative ambitieuse visant la décentralisation des activités afin de rapprocher les dynamiques nationales des écosystèmes régionaux, de renforcer l'intelligence collective des régions et de réunir les professionnels des wilayas de l'est du pays. Il s'agit également de renforcer les compétences locales et d'encourager l'entrepreneuriat régional en se concentrant sur les secteurs d'avenir, l'industrie électronique, les techniques appliquées et les compétences personnelles".

Le programme de cet évènement

comprendra des activités innovantes, telles que la journée du défi consacrée à la présentation des meilleurs plans d'affaires proposés par les jeunes chercheurs et étudiants algériens pour transformer une idée innovante en une start-up prometteuse sous forme de concours organisé par l'Agence nationale de valorisation des résultats de la recherche et du développement technologique (ANVREDET), en se basant sur des critères de créativité, de faisabilité et d'impact, d'extensibilité et de compatibilité stratégique.

À cela s'ajoute l'organisation d'ateliers de recrutement, de sessions de discussion intelligente, de parcours de développement professionnel et de compétences professionnelles. Il comprend également des séminaires et des rencontres avec des experts internationaux, selon la même source.

RA

APPROVISIONNEMENT DU MARCHÉ NATIONAL DURANT LE MOIS DE RAMADHAN

LE PREMIER MINISTRE, M. SIFI GHRIEB, PRÉSIDE UNE RÉUNION INTERMINISTÉRIELLE

Sur instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, le Premier ministre, M. Sifi Ghrieb, a présidé, mardi, une réunion interministérielle consacrée à l'examen des mesures visant à assurer l'approvisionnement du marché national en produits de consommation, indique un communiqué des services du Premier ministre.

"Dans le cadre des préparatifs pour le mois sacré de Ramadhan de l'année 1447H/2026, et sur instructions de Monsieur le Président de la République, le Premier ministre, M. Sifi Ghrieb, a présidé, mardi 13 janvier 2026, une réunion du Conseil interministériel consacrée à l'examen des mesures spéciales destinées à garantir un approvisionnement continu et régulier du marché national en tous types de produits alimentaires, notamment ceux de large consommation, ainsi que les fruits et légumes, les viandes et les volailles", a précisé le communiqué.

La réunion a également

porté sur "des mesures pratiques visant à assurer la disponibilité de la liquidité, notamment au niveau des bureaux d'Algérie Poste et des guichets automatiques", a ajouté la même source.

A cette occasion, "une commission multisectorielle a été créée au niveau du cabinet du Premier ministre, pour veiller en permanence au suivi de la situation de l'approvisionnement du marché national en produits alimentaires et de la stabilité des prix durant le mois de Ramadhan", note le communiqué.

RA



CONSEIL DE LA NATION

VALIDATION DE LA NOMINATION D'UN NOUVEAU MEMBRE DU TIERS PRÉSIDENTIEL

Le Conseil de la Nation a tenu, mardi, une séance plénière consacrée à la validation de la nomination d'un nouveau membre du tiers présidentiel, indique un communiqué du Conseil.

Lors de cette séance présidée par M. Azouz Nasri, président du Conseil de la Nation, le rapporteur de la Commission des affaires juridiques et administratives, des droits de l'Homme, de l'organisation locale, de l'aménagement du territoire et du découpage territorial, M. Amri Dahane, a procédé à la lecture du rapport élaboré par la commission concernant la validation de la nomi-

nation d'un nouveau membre au Conseil de la Nation, conformément aux dispositions de l'article 24 du règlement intérieur du Conseil, précise le communiqué.

Il s'agit de M. Abdennacer Hamoud, désigné par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, pour un mandat de six (6) ans, ajoute le communiqué. Après l'approbation du rapport à l'unanimité, M. Azouz Nasri a annoncé officiellement la validation de sa qualité de membre du Conseil de la Nation, en lui présentant ses sincères félicitations et en lui souhaitant la bien-

venue au sein du Conseil ainsi que plein succès dans l'accomplissement de ses missions parlementaires.

À son tour, M. Abdennacer Hamoud a adressé ses remerciements au président de la République et au président du Conseil de la Nation pour la confiance placée en lui en le désignant membre du tiers présidentiel, affirmant son engagement à servir la patrie avec loyauté et dévouement, conclut le communiqué.

RA

MONDE DU TRAVAIL

ABDELHAK SAIHI REÇOIT LE DIRECTEUR DU BUREAU DE L'OIT EN ALGÉRIE

Le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Abdelhak Saihi, a reçu, mardi à Alger, le directeur du bureau de l'Organisation internationale du Travail (OIT) en Algérie, Halim Hamzaoui. Cette rencontre s'inscrit dans le cadre des démarches visant à renforcer la coopération bilatérale et à échanger sur les moyens de développer le partenariat dans les domaines de la santé et de la sécurité professionnelles, de la protection sociale, du dialogue social et de l'emploi, indique un communiqué du ministère.

Lors de cette rencontre, M. Hamzaoui s'est félicité de la qualité des relations liant l'Algérie et l'OIT, saluant par ailleurs le niveau de coopération établi avec le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale ainsi que les efforts consentis dans la mise en œuvre de projets d'intérêt commun.

Pour sa part, le ministre a affirmé que le secteur accorde une importance capitale au renforcement de la protection sociale au profit des différentes caté-

gories de travailleurs, notamment en matière de santé et de sécurité au travail, à travers trois organismes spécialisés. Il a mis en exergue le cadre législatif national interdisant le travail des enfants, ainsi que les développements notables enregistrés dans le domaine de la protection sociale.

M. Saihi a également évoqué les réformes profondes engagées par l'État dans ce domaine, lesquelles traduisent l'engagement des pouvoirs publics envers les principes de justice sociale et d'égalité des chances. L'Algérie « poursuit l'élargissement de la protection sociale afin d'inclure l'ensemble des catégories de la société, tout en garantissant un environnement de travail sécurisé et sain et en renforçant le dialogue social, de façon à assurer un équilibre entre les exigences du développement économique et la protection des droits », précise le communiqué.

À cette occasion, le directeur du bureau de l'OIT a salué « les efforts que déploie l'Algérie dans les

domaines du travail, de l'emploi et de la protection sociale », exprimant « la disposition de l'organisation à appuyer les projets visant à renforcer la santé et la sécurité professionnelles et à développer les politiques sociales ». Il a également mis l'accent sur « l'importance de la coordination constante entre le ministère et le bureau de l'OIT pour faire face aux défis socioéconomiques, de manière à consolider la stabilité sociale et à concrétiser le développement durable ».

La rencontre a été l'occasion d'« échanger les vues sur les perspectives de renforcer la coopération bilatérale, notamment en matière de sécurité sociale et de développement des politiques sociales, conformément aux priorités de l'État en matière de développement social et de prise en charge des différentes catégories de travailleurs, à la lumière des changements économiques actuels dans le monde », conclut le communiqué.

RA

COMMUNICATION

LE PROJET DE STATUT PARTICULIER DU JOURNALISTE AU NIVEAU DU SGG

Le ministre de la Communication, Zoheir Bouamama, a indiqué, mardi à Alger, que le projet de statut particulier du journaliste se trouve actuellement au niveau du Secrétariat général du Gouvernement (SGG) pour examen.

Présidant l'ouverture d'une journée d'étude intitulée: "Le respect du droit d'auteur, pilier de l'information moderne", organisée par le ministère de la Communication, en coordination avec l'Office national des droits d'auteur et des droits voisins (ONDA), M. Bouamama a précisé que le projet de décret exécutif portant statut particulier du journaliste ainsi que celui fixant les conditions et modalités d'octroi de la carte nationale du journaliste professionnel "sont actuellement au niveau du SGG pour examen".

Ainsi, le ministre a souligné que ces textes de loi visent à "mettre en place les mécanismes à même de renforcer les droits du journaliste et son rôle pivot dans les médias modernes, outre l'impératif de faire respecter le droit du journaliste-auteur", conformément aux instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, à ce sujet.

Par ailleurs, M. Bouamama a annoncé l'installation prochainement de l'Autorité nationale indépendante de régulation de l'audiovisuel et l'Autorité nationale indépendante de la presse écrite et électronique.

Le ministre de la Communication a, en outre, mis en exergue l'engagement de son secteur à "instaurer des fondements juridiques et institu-

tionnels modernes garantissant le respect du droit d'auteur, en tant que pilier essentiel du développement d'une presse moderne et de la production d'un contenu médiatique professionnel et fiable".

Il a également souligné le rôle des journalistes algériens "dans la protection du patrimoine civilisationnel contre la spoliation et les tentatives de désinformation qui ne sauraient, toutefois, altérer notre héritage civilisationnel".

De son côté, la ministre de la Culture et des Arts, Malika Bendouda, a mis en avant, dans une allocution lue en son nom par le chef de cabinet du ministère, Mohamed Sidi Moussa, l'importance de la sensibilisation autour de la protection des droits d'auteur, tout en œuvrant au renforcement du partenariat existant entre les secteurs de la Communication et de la Culture.

Pour sa part, le directeur général de l'ONDA, Samir Thaalbi, a salué l'organisation de ce type de rencontres qui constituent "une étape importante dans le processus de développement du paysage audiovisuel ainsi que dans l'ancrage de la culture du respect de la création et des droits des créateurs".

A cette occasion, plusieurs communications ont été présentées, notamment sur le cadre juridique de la protection des droits d'auteur et l'importance de la formation continue des journalistes.

RA

INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE

PERSPECTIVES DE COOPÉRATION AVEC LA SUÈDE ET LA GRANDE-BRETAGNE

Le ministre de l'Industrie pharmaceutique, Ouacim Kouidri, s'est entretenu, mardi, avec l'ambassadrice du Royaume de Suède en Algérie, Anna Block Mazoyer, ainsi qu'avec l'ambassadeur du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord en Algérie, James Robert Stephen Downer. Ces échanges ont porté sur les perspectives de coopération et d'investissement dans le secteur de l'industrie pharmaceutique, selon un communiqué du ministère.

Par Ali Boudefel

Cette réunion, tenue au siège du ministère, s'est déroulée en présence du directeur général du laboratoire AstraZeneca en Algérie et du directeur régional Afrique et Maghreb du même groupe. Elle a permis aux participants d'aborder l'état actuel des relations bilatérales et leurs évolutions possibles, ainsi que les opportunités offertes en matière d'investissement dans l'industrie pharmaceutique. Les discussions ont notamment concerné la localisation en Algérie de médicaments innovants, ainsi que le transfert de savoir-faire et de technologies, précise la

même source.

Lors de ces entretiens, M. Kouidri a réaffirmé la disposition du secteur à soutenir tous les opérateurs souhaitant implanter la production de médicaments sur le territoire national, en particulier les produits innovants. Il a, à ce titre, mis en avant la volonté de l'Algérie de consolider ses liens de coopération et de partenariat avec les laboratoires étrangers, dès lors qu'ils contribuent à la création de valeur ajoutée et à l'introduction des technologies de pointe les plus récentes dans le domaine de l'industrie pharmaceutique, conclut le communiqué.

A.B



AGENCE NATIONALE D'APPUI ET DE DÉVELOPPEMENT DE L'ENTREPRENEURIAT

CAMPAGNE DE PROMOTION DE L'ESPRIT ENTREPRENEURIAL AU PROFIT DES DIPLÔMÉS DES INSTITUTS SPÉCIALISÉS À ALGER

L'Agence nationale d'appui et de développement de l'entrepreneuriat (NESDA) a lancé, mardi, une campagne de sensibilisation et d'information au profit des diplômés des instituts nationaux spécialisés de la formation et de l'enseignement professionnels, dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie nationale de promotion de l'esprit entrepreneurial, indique un communiqué de l'Agence.

Cette campagne médiatique, organisée par l'antenne NESDA de la région d'Alger Centre, sous le slogan "Une formation spécialisée pour des projets entrepreneuriaux réussis", s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie nationale visant à promouvoir l'esprit entrepreneurial et à activer le rôle des micro-entreprises dans le tissu économique, précise le communiqué.

L'opération de sensibilisation a débuté, mardi, à l'Institut national spécialisé de formation professionnelle (INSFP) "Mohamed Tayeb Boucenna", situé à Hussein Dey, ajoute la même source, soulignant qu'elle se poursuivra mercredi à l'Institut national spécialisé de formation professionnelle des travaux publics et du bâtiment (ITTPB) à Kouba, puis jeudi prochain à l'INSFP "Moudjahid El Hadi Djeddaï" à Ben Aknoun.

Cette initiative vise à jeter des ponts de communication directe avec les étudiants et stagiaires, notamment les porteurs d'idées et de projets innovants, afin de les orienter vers le monde de l'entrepreneuriat selon une vision économique durable. Lors de cette opération, l'accent sera mis sur la présentation des avantages fiscaux et des mécanismes de financement offerts par l'Agence au profit des diplômés du secteur de la formation professionnelle, en plus de l'organisation de sessions de formation spécialisée en gestion et en management entrepreneurial, en vue de permettre aux jeunes d'acquérir les compétences fondamentales.

La campagne prévoit, en outre, la fourniture d'un accompagnement technique et des conseils nécessaires à la transformation des idées en projets économiques réussis, avec l'adoption d'un système de suivi ultérieur garantissant la pérennité et la durabilité de ces projets, note le communiqué.

A travers cette démarche, NESDA

réaffirme son engagement effectif à soutenir les diplômés des instituts spécialisés, considérés comme un réservoir de compétences techniques capables de créer une valeur ajoutée, et sa volonté de transformer la qualification professionnelle en une force d'investissement contribuant au développement économique, invitant, à cet effet, les stagiaires et les personnes concernées à se rapprocher des espaces d'exposition et d'information qui seront installés à cette occasion, afin d'échanger avec les conseillers et accompagnateurs de l'Agence et de tirer profit de leur expertise.

RE

ALGÉRIENNE DES AUTOROUTES

LIVRAISON D'UN LINÉAIRE GLOBAL DE 118 KM EN 2025

Les actions menées par l'Algérienne des autoroutes (ADA) en 2025 dans le cadre du développement des infrastructures autoroutières ont permis la livraison d'un linéaire global de 118 km, avec l'actualisation des cahiers des charges d'autres projets autoroutiers importants à l'arrêt, afin de les relancer prochainement, a appris l'APS auprès de l'ADA.

Ce bilan comprend la réalisation de tronçons des projets de la pénétrante autoroutière reliant Batna à l'Autoroute Est-Ouest (AEO) (20,86 km), de la voie rapide reliant Tissemsilt à l'Autoroute Nord-Sud (69,4 km), de la pénétrante autoroutière reliant Mascara à l'AEO (14,8 km), de la pénétrante reliant Tizi-Ouzou à l'AEO (5 km) ainsi que de la 4e rocade d'Alger entre l'échangeur RN18 Khemis Miliana et l'Echangeur RN1 Berrouaghia (8 km).

Par ailleurs, l'année 2025 a été marquée par l'actualisation et la validation des cahiers des charges techniques et administratifs relatifs aux plusieurs projets autoroutiers importants à l'arrêt, en vue d'assurer la relance effective des chantiers, l'amélioration des conditions d'exécution et le respect des normes de qualité, de délais et de sécurité, selon l'ADA.

Il s'agit des projets de la réalisation de la pénétrante Guelma - AEO dont le taux d'avancement actuel est de 22 %, de la pénétrante Skikda - AEO (39 %), ainsi que de la pénétrante Ténès - AEO (51 %), selon l'entreprise publique.

En parallèle, l'entretien des infrastructures autoroutières a permis la réparation de la chaussée des sections dégradées sur 83,4 km, la réhabilitation d'un ouvrage d'art, la réparation de 365 mètres linéaires (ml) de joints de chaussée, ainsi que la pose et la rénovation de 516 panneaux directionnels.

Les travaux ont également concerné la signalisation horizontale de 66 échangeurs, la mise en place de 25.000 ml de glissières métalliques, ainsi que l'étude de neuf zones d'instabilité.

Plusieurs infrastructures autoroutières au programme de 2026

Pour l'année 2026, l'ADA prévoit dans son plan d'action prévisionnel la réalisation de plusieurs pénétrantes et rocade stratégiques ainsi que l'entretien et le renforcement de 51 km d'autoroutes.

Le programme de l'année en cours se concentrera ainsi sur la réalisation de plusieurs projets visant à renforcer la connectivité régionale et faciliter le transport des personnes et des marchandises, souligne la même source.

Dans ce cadre, la pénétrante autoroutière reliant le port de Djen Djen à l'AEO, sur un tracé de 110 km, sera partiellement réalisée avec un avancement de 30 km prévu pour l'exercice.

Pour sa part, la 4e rocade d'Alger, reliant l'échangeur RN18 Khemis Miliana à l'échangeur

RN1 Berrouaghia sur 67 km, connaîtra un avancement de 13 km.

La pénétrante reliant Tizi-Ouzou à l'AEO au niveau de Djebbahia, d'une longueur de 48 km, bénéficiera quant à elle d'une progression de 14 km. Tandis que la pénétrante autoroutière reliant le port de Béjaïa à l'AEO au niveau de l'échangeur d'Ahnif, sur 100 km, enregistrera un avancement de 5 km.

La pénétrante reliant Batna à l'Autoroute Est-Ouest, progressera de 34 km. Alors que la pénétrante autoroutière reliant Mostaganem à l'AEO, longue de 60 km, sera complétée par les travaux de réalisation d'une trémie au droit de la jonction avec le boulevard périphérique de la ville de Mostaganem, renforçant ainsi l'accès et la fluidité du trafic.

Par ailleurs, l'entretien des infrastructures autoroutières pour 2026 comprendra un ensemble de travaux de renforcement, de remplacement et de maintenance visant à prolonger la durée de vie des routes et à garantir la sécurité des usagers.

Les travaux de renforcement porteront sur 51 km d'autoroute, tandis que 2.832 ml de joints de chaussée seront remplacés sur 83 ouvrages d'art. Par ailleurs, huit points de glissement situés au niveau de la wilaya de Tlemcen feront l'objet de travaux de confortement spécifiques, d'après les projections de l'ADA.

RE

BOUMERDES
SEPT ACCORDS DE PARTENARIAT AVEC DES INSTITUTIONS INTERNATIONALES

L'université M'hamed-Bougara de Bumerdes franchit une nouvelle étape dans son ouverture internationale en signant sept accords majeurs en 2025. Ces partenariats avec des institutions étrangères et nationales visent à dynamiser la recherche scientifique et la mobilité des étudiants. Cette stratégie renforce la visibilité de l'établissement sur la scène mondiale tout en dynamisant son ancrage local.

Par Chaimaa Sadou

L'université M'hamed-Bougara de Bumerdes (UMBB) s'impose désormais comme un acteur majeur de la coopération scientifique internationale. Selon son recteur, Nouredine Abdelbaki, l'année 2025 a été marquée par la signature de sept conventions de coopération avec des institutions de Mauritanie, du Mozambique, de



Turquie, de Bulgarie, de Russie et de Tunisie. Ces conventions internationales ne sont pas les seules, puisque quatre autres protocoles d'entente ont été conclus à l'échelle nationale. "Ces nouveaux partenariats

s'inscrivent dans une stratégie d'ouverture sur l'environnement économique et social", précise le recteur. Au total, l'université gère aujourd'hui un réseau de près de 140 conventions actives. Le contenu de ces échanges est

très concret. Il s'agit de collaborer sur des projets de recherche et de formation dans des secteurs de pointe : technologies, chimie, biologie moléculaire ou encore systèmes écologiques. Pour les 30 000 étudiants de l'université, ces partenariats représentent des opportunités réelles de partage d'expertise et de modernisation des savoirs.

Fondée en 1998, l'UMBB forme chaque année 6 600 licenciés et 3 500 diplômés en Master et s'assure que ses cursus répondent aux standards internationaux, garantissant ainsi un avenir solide à ses étudiants.

Cette dynamique de coopération scientifique internationale place l'université de Bumerdes au cœur des enjeux de demain. En multipliant les passerelles avec le monde, l'établissement développe les compétences et valorise la recherche algérienne à l'international.

C.S

TIMIMOUN
LES ÉLEVEURS REÇOIVENT UN PREMIER QUOTA D'ORGE

Par Ali Boudefel

La direction des services agricoles (DSA) de Timimoun a annoncé mardi l'attribution d'un premier contingent de 380 quintaux d'orge aux éleveurs de la wilaya.

Cette dotation s'inscrit dans le cadre des mesures destinées à soutenir les éleveurs. Elle vise à renforcer la transparence et à améliorer le circuit de distribution de l'orge, avec pour objectif

d'aider les professionnels et de stabiliser le marché local, a précisé le responsable de la DSA, Rafik Benmansour. La distribution sera réservée aux éleveurs en possession d'une carte professionnelle délivrée par la Chambre de l'Agriculture, ainsi que d'une fiche de constat à jour. Ce dispositif permettra une attribution proportionnelle à la taille du cheptel de chaque bénéficiaire. Cette quantité d'orge, destinée à l'alimentation des bovins, des camélidés, des équidés et des caprins, est actuellement stockée

au niveau de la coopérative des céréales et légumes secs (CCLS) de Timimoun. Le même responsable a ajouté qu'un second lot de 400 quintaux d'aliments pour le bétail et la volaille sera également distribué aux professionnels.

Une autre mesure prévoit l'ouverture prochaine dans la région d'un point de vente dépendant de l'Office national d'aliments de bétail, dès que les formalités administratives seront finalisées.

A.B

NÂAMA
UN NOUVEAU SILO POUR RENFORCE LE STOCKAGE DES CÉRÉALES

La wilaya de Nâama va bénéficier de la construction d'un silo stratégique et de quatre centres locaux dédiés au stockage des céréales, a annoncé mardi le wali Lounès Bouzegza.

S'exprimant en marge d'une journée de sensibilisation consacrée à la plateforme numérique pour les jeunes porteurs de projets agricoles, l'autorité a précisé que cette initiative s'inscrit dans le cadre du programme national de développement des cultures stratégiques. Le processus de sélection du terrain destiné à accueillir le silo stratégique – prévu dans une commune du sud de la wilaya, à proximité de la voie ferrée – débutera prochainement. Cette étape précèdera l'élaboration des plans et la réalisation de l'étude technique requise.

Les quatre centres de proximité, d'une capacité unitaire de 50 000 quintaux, seront implantés dans les communes de Mecheria, Assla, Tiout et Djeniene Bourezg. Cette répartition vise à étendre ce type

d'infrastructures sur le territoire et à renforcer les capacités de stockage céréalier dans l'ensemble des douze communes de la wilaya.

Parallèlement, la journée de sensibilisation organisée par la direction des services agricoles a permis d'expliquer les procédures d'inscription et de dépôt électronique des dossiers via la plateforme de l'Office national des terres agricoles. Ce dispositif permet aux jeunes universitaires et aux diplômés de la formation professionnelle de solliciter une parcelle agricole pouvant atteindre cinq hectares.

Les inscriptions sur la plateforme numérique se poursuivent jusqu'au 20 janvier. Selon la direction des services agricoles, une superficie totale de 847 hectares, répartie sur onze périmètres agricoles à travers les communes de la wilaya, a été réservée à ces jeunes entrepreneurs pour des projets dans diverses filières agricoles.

A.B

CHLEF
LE SECTEUR DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR RENFORCÉ PAR DE NOUVEAUX PROJETS

Le secteur de l'enseignement supérieur à Chlef a bénéficié, au titre de l'année universitaire 2025-2026, de plusieurs projets d'investissement visant à consolider ses services et les conditions de formation académique des étudiants de l'Université Hassiba Ben Bouali, a-t-on appris, mardi, de responsables de cet établissement. Selon le vice-recteur chargé du développement, de la prospective et de l'orientation, Mohamed Yahiaoui, ces projets répondent aux besoins des étudiants en matière de promotion des services et s'inscrivent dans la dynamique de développement de la recherche scientifique, de l'enseignement académique et de la diversification de la nomenclature des spécialités. Les principaux projets concernent la réalisation d'une Faculté de médecine de 2.000 places pédagogiques à la cité "Essalam", la construction d'une salle de conférences et d'un restaurant universitaire au pôle de Hassania, ainsi qu'un complexe sportif universitaire au pôle universitaire d'Ouled Farès. A cela s'ajoute l'acquisition d'équipements pour le laboratoire de biologie

moléculaire, de génomique et de bio-informatique de l'université de Chlef. Une enveloppe de 500 millions de DA a, par ailleurs, été allouée à la réhabilitation de six (6) résidences universitaires et de structures de restauration, en plus de la réhabilitation et de l'équipement des bâtiments de l'annexe de l'Ecole normale supérieure (ENS) et de l'installation d'équipements audiovisuels dans plusieurs amphithéâtres, selon la même source. Dans le même cadre, des équipements ont été acquis au profit de l'incubateur d'entreprises de l'université, parallèlement à l'aménagement de ses locaux, afin d'assurer un meilleur accompagnement des projets étudiants et de favoriser leur contribution à l'économie nationale et au développement local. A noter que l'Université Hassiba Ben Bouali a conclu près de 50 conventions de partenariat et de coopération avec le tissu économique et social de la wilaya, ainsi que trois (3) accords de jumelage avec d'autres universités pour renforcer les échanges scientifiques et académiques.

R.R

TIARET
LANCEMENT DES TRAVAUX DE RÉALISATION D'UNE ANNEXE ADMINISTRATIVE À GUERTOUFA

Les travaux de réalisation d'une annexe administrative communale ont été lancés au village de Tamda, dans la commune de Ghertoufa (wilaya de Tiaret), a-t-on appris, mardi, du président de l'Assemblée populaire communale, Abdelkader Laâredj.

Cette infrastructure, dont la réception est prévue dans un délai de cinq mois, sera réalisée au titre du budget communal pour un coût estimé à 45 millions de dinars.

Cette annexe administrative, qui sera implantée au village de Tamda, situé à 8 km du chef-lieu de la commune, permettra d'assurer diverses prestations au profit des habitants, notamment la délivrance des documents de l'état civil, des documents biométriques, ainsi que l'immatriculation des véhicules, au bénéfice d'une population dépassant les 4.000 habitants.

Par ailleurs, le projet permettra également de récupérer une vaste assiette foncière occupée par l'actuelle annexe communale, laquelle sera exploitée ultérieurement pour la réalisation d'équipements publics, a-t-on indiqué.

R.R

AUTOMOBILE

RENAULT DÉVOILE UN CROSSOVER HYBRIDE PREMIUM DESTINÉ AUX MARCHÉS HORS EUROPE

Renault a récemment dévoilé son nouveau modèle haut de gamme baptisé Filante, un Crossover hybride luxueux qui ne sera pas commercialisé en Europe mais uniquement en Corée du Sud, dans les pays du Golfe et en Amérique latine.

Par Rihab Taleb

Renault cherche à se positionner sur des marchés premium hors du continent européen. La présentation officielle a eu lieu à Séoul, qui a marqué une étape importante dans le plan international 2027 de Renault, lequel prévoit huit nouveaux modèles et un investissement de trois milliards d'euros sur quatre ans. La Filante est le cinquième modèle de ce programme.

Ce véhicule se distingue par ses dimensions imposantes, avec une longueur proche de cinq mètres, et par son design raffiné. À l'intérieur, il offre des finitions luxueuses et un tableau de bord dominé par un immense écran numérique. La motorisation hybride E-Tech, développée pour allier performance et efficacité énergétique, devrait délivrer environ 250 chevaux.

La Filante multiplie également les aides à la conduite et les technologies embarquées, renforçant son image de modernité et de prestige.



Elle sera produite dans l'usine de Busan, en Corée du Sud, sur la plateforme technologique CMA conçue en partenariat avec le groupe chinois Geely, qui détient 34 % de cette usine. Ce choix de marchés n'est pas anodin. Contrairement à l'Europe, où les consommateurs privilégient des véhicules compacts et pratiques, la Corée et les pays du Golfe sont friands de modèles imposants et statutaires. En Corée du Sud par exemple, 80 % du marché automobile est constitué de gros véhicules. Renault cherche ainsi à capter des marges

plus élevées en ciblant des clients sensibles au prestige et au confort. Depuis 2023, le constructeur a déjà lancé plusieurs modèles haut de gamme hors Europe, comme la Kardian fabriquée au Brésil et au Maroc, le Duster en Turquie, le Grand Koleos en Corée et le Boréal au Brésil. La Filante vient compléter cette offensive internationale.

Le nom choisi pour ce modèle n'est pas sans rappeler l'histoire de Renault. Il fait écho à l'Étoile Filante, un prototype de 1956 conçu pour battre des records de vitesse et qui

avait atteint 300 km/h sur un kilomètre. Plus récemment, Renault avait présenté le concept Filante Record 2025, un véhicule électrique ayant établi un record d'efficacité énergétique avec une consommation de seulement 7,8 kWh/100 km. Ce clin d'œil historique renforce l'image de performance et d'innovation que la marque voudrait associer à son nouveau crossover.

Sur le plan commercial, Renault affiche un certain optimisme. Fabrice Cambolive, directeur général de la marque, a rappelé que les ventes hors Europe ont progressé de 11 % en 2025, atteignant 616 000 véhicules, contre un million en Europe en 2024. Ce progrès est perçu comme une opportunité de croissance, mais il suscite aussi des interrogations. Certains experts, comme le consultant Matthias Schmidt, estiment que cette montée en gamme est irréaliste pour Renault, jugeant que la marque reste trop associée aux véhicules abordables. D'autres, comme le cabinet Roland Berger, soulignent que Renault suit une tendance générale des constructeurs cherchant à monter en gamme pour améliorer leurs marges. Avec son design imposant, ses technologies avancées et son héritage historique, la Renault Filante représente une nouvelle ambition internationale de Renault. Reste à savoir si cette nouveauté permettra au groupe de rivaliser durablement avec les géants coréens et asiatiques déjà solidement implantés sur le segment premium.

R.T

COURS DU PÉTROLE EN LÉGÈRE HAUSSE SUR FOND DE RISQUES EN IRAN ET AU VENEZUELA

Les cours du pétrole ont affiché une légère progression à la clôture de lundi, les investisseurs demeurant vigilants face aux risques pesant sur la production en Iran et au Venezuela. Dans ce dernier pays, l'administration américaine souhaite intensifier l'exploitation des ressources. Le baril de Brent de la mer du Nord, référence européenne pour la livraison en mars, a augmenté de 0,84 %, à 63,87 dollars américains. Son équivalent américain, le West Texas Intermediate pour livraison en février, a progressé de 0,64 %, pour clôturer à 59,50 dollars. Le marché applique depuis quelques jours une prime de risque, réagissant à l'instabilité géopolitique en Iran, où le président Donald Trump a multiplié les menaces d'intervention militaire face à la répression des manifestations, un bilan faisant état de plus de 600 morts selon une ONG. L'Iran est un producteur majeur, avec une extraction d'environ 3,2 millions de barils par jour selon les dernières statistiques de l'OPEP. Des experts de DNB signalent qu'un important syndicat du secteur, basé à Kangan, a déclenché une grève touchant deux raffineries.

Toutefois, les prix du brut ne connaissent pas de flambée. Pour l'analyste Bjarne Schieldrop de SEB, cela s'explique par la faible probabilité que le marché attribue à un scénario d'in-

tervention américaine perturbant gravement le trafic maritime dans le détroit d'Ormuz. Selon lui, les investisseurs jugent bien plus probable une répression violente du mouvement par le régime en place. Parallèlement, l'avenir de l'industrie pétrolière vénézuélienne suscite des interrogations persistantes. Plus d'une semaine après la capture de Nicolás Maduro, Donald Trump a déclaré dimanche que son administration collaborait « vraiment bien » avec Caracas. Il a également exhorté les grands noms du secteur à investir pour relancer la production d'hydrocarbures du pays, affectée par des années de sous-investissement.

Le président-directeur général d'ExxonMobil, Darren Woods, s'est montré circonspect, affirmant qu'une implantation au Venezuela était impossible sans réformes structurelles profondes, ce qui lui a valu des remontrances du président américain. Ce dernier a même évoqué la possibilité de « mettre à l'écart » la major.

Donald Trump affirme que les compagnies pétrolières sont disposées à investir « au moins 100 milliards de dollars » au Venezuela. Cependant, les experts estiment que toute augmentation significative des capacités de production du pays pourrait nécessiter plusieurs années.

N.B

AÉRONAUTIQUE AIRBUS MAINTIENT SON CAP MALGRÉ LES VENTS CONTRAIRES

Par Nawal Bordji

Airbus a annoncé ce lundi 12 janvier une augmentation de 4 % de ses livraisons d'avions commerciaux pour l'année 2025, totalisant 793 appareils remis à 91 clients. Toutefois, dès décembre, le constructeur aérien européen avait dû procéder à une révision à la baisse de son objectif initial pour l'année.

Bien que cette progression soit notable, le niveau de livraisons reste inférieur à celui de 2019, période précédant la pandémie de Covid-19. L'écart avec son principal rival, l'américain Boeing, tend par ailleurs à se réduire. Christian Scherer, directeur général de l'aviation commerciale chez Airbus, a souligné la résilience du secteur malgré un environnement géopolitique instable et des incertitudes économiques, affirmant que la demande en trafic aérien et pour des appareils neufs demeurerait soutenue.

Malgré des difficultés persistantes dans les chaînes d'approvisionnement, les livraisons ont progressé sur un an. La révision de l'objectif annuel, initialement fixé à 820 appareils et ramené à 790, fait suite à un défaut de qualité détecté sur des panneaux de fuselage de l'A320, modèle phare du constructeur. En 2019, Airbus avait établi un record avec 863 avions livrés.

Le suivi des livraisons est un indicateur clé pour les résultats financiers, les compagnies aériennes réglant l'essentiel du montant à la réception des appareils. Christian Scherer a pointé du doigt les retards récurrents de livraison des moteurs, en particulier ceux fournis par Pratt & Whitney, affectant principalement les monocouloirs, segment le

plus porteur. Le stock d'avions sans moteur, qui dépassait la soixantaine au milieu d'année, est désormais considéré comme maîtrisable.

Côté commandes, Airbus a enregistré 1 000 commandes brutes émanant de 57 clients, portant son carnet de commandes à un niveau historique de 8 754 appareils à la fin de l'année. Boeing, dont les résultats seront publiés mardi, ne devrait pas surpasser Airbus en volume de livraisons, mais a réduit l'écart et a réalisé une performance solide en termes de nouvelles commandes, bénéficiant selon certains d'un soutien politique accru sous l'administration Trump.

Christian Scherer a reconnu cette dynamique, estimant qu'elle obligeait Airbus à se montrer plus convaincant par la qualité de ses produits. Il s'est toutefois réjoui du retour de Boeing sur le devant de la scène après des années difficiles, y voyant une stimulation positive pour la concurrence.

Sur les onze premiers mois de 2025, Boeing a livré 537 avions, un niveau inédit depuis 2018. L'année précédente, le constructeur américain avait enregistré un net recul avec seulement 348 livraisons, son plus bas niveau depuis des décennies. Bien que Boeing n'ait pas communiqué d'objectif officiel pour 2025, les analystes anticipent des livraisons comprises entre 590 et 610 appareils. En termes de commandes nettes, Boeing affiche 999 prises de commandes sur la période janvier-novembre, avec un carnet total s'élevant à 6 616 avions pour sa branche commerciale.

N.B

AGRESSION SIONISTE

PRÈS DE 95.000 CAS DE MALNUTRITION AIGUË RECENSÉS EN 2025

Les Nations Unies ont fait savoir que la situation humanitaire dans la bande de Ghaza reste « critique », les épisodes météorologiques extrêmes entravant les avancées permises par l'aide humanitaire, tout en précisant que le nombre global de cas de malnutrition aiguë enregistrés en 2025 avoisine les 95.000.

Par Karim-Akli Daoudi

« Nos partenaires engagés dans la lutte contre la malnutrition indiquent avoir examiné plus de 76.000 enfants au cours du mois écoulé et identifié près de 4.900 cas de malnutrition aiguë, dont plus de 820 formes sévères », a déclaré lundi Stéphane Dujarric, porte-parole du secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, lors d'un point de presse.

Il a ajouté que « le total des cas de malnutrition aiguë recensés depuis le début de l'année 2025 atteint ainsi près de 95.000 ».

Le porte-parole du secrétaire général de l'Organisation a également indiqué qu'« au moins 1,1 million de personnes ont toujours besoin d'une assistance urgente,



les pluies intenses continuant de détériorer et de détruire de nombreux abris existants ».

Il a par ailleurs averti que « les enfants demeurent fortement exposés au froid et aux intempéries

», soulignant que « les partenaires de l'ONU chargés de renforcer l'accès aux soins de santé ont signalé le décès d'un nourrisson des suites de l'hypothermie, portant à quatre le nombre total de décès enregistrés, tous concernant de très jeunes enfants ».

« L'OCHA, le Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires, continue de réclamer un accès rapide, durable et sans entrave afin de permettre à nos partenaires humanitaires et à nous-mêmes d'accélérer l'acheminement de l'aide, d'éviter une nouvelle dégradation de la situation et d'atténuer les souffrances de la population de Ghaza », a-t-il souligné.

KAD

SAHARA OCCIDENTAL

LES AUTORITÉS MAROCAINES EXPULSENT LES MEMBRES D'UNE MISSION ESPAGNOLE D'OBSERVATION DES DROITS HUMAINS

Les autorités marocaines ont expulsé, mardi, les membres d'une mission espagnole d'observation des droits humains après les avoir empêchés de descendre d'un avion qui venait d'atterrir à Laâyoune, dans les territoires occupés, annoncent des médias espagnols.

Selon la presse espagnole, la délégation formée de personnalités politiques des îles Canaries n'a pas été autorisée à débarquer de l'avion à son arrivée à l'aéroport, ce qui n'a pas empêché ses membres d'exprimer leur solidarité avec le peuple sahraoui et de rappeler la légitimité de sa lutte pour l'indépendance de son pays.

Le conseiller à la coopération institutionnelle et à la solidarité internationale du Conseil de l'île de Grande Canarie (Gran Canaria), Carmelo Ramirez, a rappelé aux membres des services de sécurité marocains que leur pays n'avait aucune autorité sur le Sahara occidental.

"Vous n'avez aucune souveraineté sur le Sahara occidental. Vous l'occupez violemment depuis 1975. Vous l'occupez par la force. Vous maltraitez la population sahraouie pacifique qui vit sur ce territoire. Vous pillez ses ressources naturelles. Vous violez tous les accords internationaux", s'est-il insurgé. "Vous n'avez pas le droit d'être ici. Et si vous nous traitez ainsi, comment traiterez-vous les Sahraouis ?" a-t-il ajouté.

Il a également signifié à l'un des agents marocains qu'il se trouvait lui-même en situation illégal en montant à bord de l'avion espagnol sans

autorisation.

"Vous vous trouvez en territoire espagnol, et non marocain ou sahraoui, puisque vous êtes à bord de l'avion. C'est illégale, sans l'autorisation du commandant de bord", a-t-il lancé.

La délégation espagnole comptait, en plus de M. Ramirez, la députée de Podemos, Noemi Santana Perera, et le secrétaire à la communication de Podemos Canarias, Fernando Ruiz Pérez.

Les trois responsables politiques s'étaient rendus au Sahara occidental, mardi, pour y mener "une mission d'observation des droits humains auprès du peuple sahraoui".

L'interdiction opposée par les autorités marocaines "constitue un acte de répression inacceptable et une obstruction au travail pacifique de surveillance des graves violations systématiques des droits humains subies par la population sahraouie", ont dénoncé les membres de la délégation dans une déclaration à la presse espagnole.

"Le Maroc maintient un régime d'impunité qui permet les arrestations arbitraires, la torture, les disparitions forcées, les procès entachés d'irrégularités et la persécution constante des militants et des défenseurs des droits humains, ainsi que l'emprisonnement de militants politiques sahraouis pour avoir exercé leur droit à la liberté d'expression et à l'autodétermination", ont-ils ajouté.

"Nous condamnons fermement cette expul-

sion et dénonçons l'obstruction systématique par le Maroc de l'accès aux territoires occupés aux délégations, observateurs et organisations solidaires, dans le but de réduire au silence la population sahraouie et de dissimuler la répression dont elle est victime. L'expulsion de cette délégation souligne la gravité de la situation et la violation continue des droits fondamentaux du peuple sahraoui", a indiqué, par ailleurs, la délégation dans un communiqué à son retour aux îles Canaries.

Les membres de la délégation ont réaffirmé, dans le même communiqué, leur "engagement en faveur de la défense des droits de l'homme et de la solidarité avec le peuple sahraoui, ainsi qu'avec son droit inaliénable à l'autodétermination, reconnu par le droit international".

Ils ont exigé "la fin de l'occupation, la libération immédiate des prisonniers politiques sahraouis et la tenue d'un référendum libre et équitable sur l'autodétermination, conformément aux résolutions des Nations unies".

En 2025, les autorités de l'occupation marocaine ont expulsé 27 étrangers dont des parlementaires, des défenseurs des droits de l'homme et des journalistes venant d'Espagne, des Etats Unis d'Amérique et du Portugal dans le cadre du blocus imposé aux territoires sahraouis occupés.

RI

FRANCE/ ACCORD UE-MERCOSUR DES AGRICULTEURS EN COLÈRE PRENNENT D'ASSAUT L'ASSEMBLÉE NATIONALE FRANÇAISE

Plus de 350 tracteurs mobilisés par des agriculteurs en colère ont stationné mardi devant l'Assemblée nationale française à Paris, en signe de protestation notamment contre la signature du traité UE-Mercosur prévue samedi prochain.

Cette nouvelle étape parisienne menée par le premier syndicat agricole, la FNSEA et son allié des Jeunes Agriculteurs, intervient quelques jours à peine après les actions coup de poing d'autres syndicats, la Coordination rurale et la Confédération paysanne, eux aussi entrés dans Paris.

Jusqu'ici, les annonces du gouvernement n'ont pas suffi à calmer la colère agricole. "On est au bout du bout, ça fait trois ans qu'on ne dégage pas de revenu sur nos exploitations. Les politiques sont incapables de nous donner un cap", a déclaré devant l'Assemblée Guillaume Moret, responsable FNSEA en Ile-de-France (la région de la capitale).

Ravivée par la gestion gouvernementale de l'épizootie de dermatose bovine dans le Sud-Ouest, la contestation est nourrie par la signature imminente de l'accord de libre-échange

UE-Mercosur et, plus largement, par un ras-le-bol général d'une profession confrontée directement aux aléas climatiques et économiques.

Outre la France, des manifestations ont eu lieu en Italie, Pologne ou Irlande. La ratification du traité UE-Mercosur dépend encore d'un vote qui s'annonce serré au Parlement européen, pas avant février. Un grand rassemblement d'agriculteurs est prévu devant son siège strasbourgeois le 20 janvier.

Pour rappel, jeudi dernier, des agriculteurs venus par dizaines sont entrés dans Paris avec leurs tracteurs gagnant la Tour Eiffel et l'Arc de Triomphe. Les agriculteurs ont demandé, ce jour-là, notamment d'être reçus par la présidente de l'Assemblée nationale et le président du Sénat français.

RI

CONFLIT AU SOUDAN 33,7 MILLIONS DE PERSONNES AURONT BESOIN D'AIDE HUMANITAIRE EN 2026

Le directeur général de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), Tedros Adhanom Ghebreyesus, a déclaré qu'environ 33,7 millions de personnes au Soudan, en proie à un conflit opposant l'armée soudanaise aux Forces de soutien rapide (FSR), auront besoin d'une aide humanitaire en 2026.

"Environ 33,7 millions de Soudanais auront besoin d'une aide humanitaire en 2026", a indiqué mardi le DG de l'OMS lors d'une conférence de presse à Genève. Faisant savoir, dans le même contexte, que 13,6 millions de personnes ont été déplacées dans ce pays, du fait des atrocités des FSR, le directeur général de l'OMS a affirmé que le Soudan connaît désormais "la plus grande crise de déplacement au monde".

Il a, à cet égard, appelé à garantir un accès "sûr et sans res-

triction" à toutes les régions du Soudan afin de rétablir les services de santé. "L'OMS appelle à un accès sûr et sans restriction à toutes les zones du Soudan pour rétablir l'accès aux services de santé", a déclaré Tedros, notant que la poursuite des violences a gravement dévasté le pays.

"Vendredi dernier a marqué le millième jour du conflit au Soudan. Près de trois années de violences continues ont transformé le pays en la pire crise humanitaire au monde", a-t-il souligné.

Tedros a également mis en garde contre la propagation des maladies dans le pays en raison de la dégradation des conditions de vie, la surpopulation, le manque d'accès à l'eau potable, à l'assainissement et à l'hygiène, ainsi que l'effondrement de la vaccination de routine.

RI

YENNAYER 2976 FÊTÉ À L'OPÉRA D'ALGER

QUAND LA MUSIQUE ET LA MÉMOIRE COLLECTIVE CÉLÈBRENT L'UNITÉ CULTURELLE

À l'occasion du Nouvel An amazigh Yennayer 2976, l'Opéra d'Alger Boualem-Bessaïh a accueilli, lundi à Alger, une vaste fête artistique rassemblant de nombreux artistes algériens issus de différents horizons culturels.

Par Yousra Dali

Cette célébration, honorée par la présence de la ministre de la Culture et des Arts, Malika Bendouda, s'est distinguée par un spectacle festif mettant en lumière la profondeur historique de la civilisation amazighe et la diversité de ses expressions culturelles, autour du thème « Yennayer... couleurs de l'identité et mélodies de la mémoire ».

La soirée a donné à voir et à entendre une palette de voix emblématiques représentant plusieurs styles de la musique amazighe, notamment kabyle, chaoui et mozabite, ainsi que des formes issues du patrimoine saharien amazigh, le tout porté par l'Orchestre de variétés de l'Opéra d'Alger, dirigé par le maestro Mehalla Fatheddine, offrant une fresque artistique cohérente illustrant l'unité nationale dans toute sa diversité culturelle et sa richesse civilisationnelle.

Le public a particulièrement apprécié les prestations d'Abi Ismaïl dans le registre moza-bite, d'Abdelhamid Belbeche dans le style chaoui et de la jeune révélation Inès Hassaïm, représentante du chant kabyle.

La troupe Ahellil a également pris part à cette soirée en assurant la clôture du spectacle par des chants traditionnels ancestraux du patrimoine musical amazigh authentique de la région du Gourara, au sud-ouest de l'Algérie, inscrit au patrimoine culturel immatériel de l'humanité, témoignant de la profondeur de l'héritage saharien algérien et de la pluralité de ses formes d'expression.

Le programme a été enrichi par des tableaux chorégraphiques présentés par le ballet de l'Opéra d'Alger, à travers des créations as-



sociant danse et musique dans une écriture artistique élégante, traduisant la vitalité de la culture amazighe et son aptitude permanente au renouvellement. Les différentes séquences musicales, auxquelles le public amateur de musique a réagi avec enthousiasme, ont exprimé la fierté des Algériens pour leur patrimoine culturel national et leur volonté de faire vivre la mémoire collective tout en consolidant les symboles de l'identité nationale.

Par ailleurs, la ministre de la Culture et des

Arts, Malika Bendouda, a également présidé, lundi au palais des Raïs, Bastion 23 à Alger, une manifestation culturelle consacrée aux traditions liées à la célébration de Yennayer dans la wilaya d'Ouargla. À cette occasion, elle a découvert divers éléments du patrimoine culturel immatériel ouargli, transmis de génération en génération, avec la participation d'acteurs culturels de la région représentant plusieurs domaines artistiques et patrimoniaux.

Y.D

SALON RÉGIONAL DE LA FEMME TARGUIE PLUS DE 60 EXPOSANTS À LA DEUXIÈME ÉDITION

Par Malika Azeb

La wilaya d'Illizi abrite depuis le 12 janvier le deuxième Salon régional de la femme targuie.

Cette manifestation, organisée dans le cadre de la célébration du Nouvel An amazigh, se tient au niveau de la maison Othmane Bali.

Plus de 60 exposants issus des wilayas d'Illizi, de Tamanrasset et de Djanet prennent part à ce salon, qui prend fin aujourd'hui, le 14 janvier. Ce dernier vise à mettre en avant la place importante qu'occupe la femme targuie dans la valorisation, la promotion et la préservation de l'identité et de la cohésion sociale.

Le salon ambitionne également de mettre en lumière le rôle essentiel de la femme targuie en tant que dépositaire du patrimoine culturel, matériel et immatériel, ainsi que des coutumes et des traditions ancestrales des Touareg, a indiqué le directeur de la maison



de la culture, Ahmed Mellouki.

Placée sous le slogan « Femme targuie... reine des sables et voix du Sahara », cette manifestation constitue un espace de valorisation des créations et des productions artisanales, telles que

la bijouterie traditionnelle, l'habit de la femme targuie et les symboles véhiculés à travers cet artisanat, reflétant la particularité et la profondeur civilisationnelle de la région, ainsi que le statut essentiel de la femme.

Un riche programme était au menu de ce salon, comprenant une projection documentaire sur la femme targuie, des expositions d'art culinaire traditionnel, des animations folkloriques dans les genres « Ilioune », « Tindi » et « Imzad », ainsi que des joutes poétiques et des interprétations musicales.

Afin d'encourager la créativité et la valorisation du patrimoine culturel, des concours ont été organisés pour sélectionner les meilleures participantes.

Cet événement culturel, qui a coïncidé avec la célébration du Nouvel An amazigh « Yennayer 2976 », s'inscrit dans le cadre des efforts visant la promotion du patrimoine national et la valorisation du rôle de la femme dans la dynamique de développement socio-culturel, notamment dans le Grand Sud.

MA

YENNAYER, UN ÉVÉNEMENT FÉDÉRATEUR INSCRIT DANS LES PROFONDEURS DE LA NATION ALGÉRIENNE

La célébration du Nouvel An amazigh 2976, coïncidant avec la 6^e édition du Prix du président de la République de littérature et de langue amazighes à Beni-Abbes, traduit la volonté des pouvoirs publics de consacrer Yennayer comme un événement fédérateur inscrit dans la profondeur historique et culturelle de la nation algérienne, a souligné, lundi soir, le secrétaire général du Haut-Commissariat à l'amazighité (HCA), Si El Hachemi Assad.

M. Assad, qui s'exprimait à l'occasion de la clôture des manifestations de célébration de cet événement national, placées sous le haut patronage du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, sous le slogan « De Beni Abbés, Yennayer brille pour une Algérie

victorieuse », à la salle omnisports de Beni-Abbes en présence d'un public nombreux, a indiqué que Yennayer a toujours constitué, dans sa profondeur symbolique et civilisationnelle, un socle rassembleur des différentes composantes de l'identité nationale ainsi qu'un symbole enraciné dans l'histoire des Algériens, reflétant leur appartenance à leur terre et aux valeurs de travail, de productivité et de continuité, ce qui confirme que l'identité nationale est fédératrice et tire sa force de la diversité et de la cohésion de ses éléments.

Le SG du HCA a tenu, lors de son intervention de clôture de cette célébration, à remercier les autorités de la wilaya de Beni-Abbes, l'Armée nationale populaire (ANP) et les au-

tres institutions de l'État pour le soutien qu'ils ont apporté à l'organisation et au déroulement des différentes manifestations et activités retenues au programme des festivités nationales et officielles qui se sont déroulées du 10 au 12 janvier à travers la wilaya de Beni-Abbes, auxquelles ont pris part plus de 200 participants venus des différentes régions du pays.

Les festivités de célébration de Yennayer 2976 à Beni-Abbes ont été également marquées par la remise du Prix du président de la République de littérature et de langue amazighes aux lauréats des quatre catégories de ce prix.

RC

DÉRÈGLEMENT CLIMATIQUE

NOTRE PLANÈTE SOUFFRE

Les épisodes de sécheresse de plus en plus fréquents, amplifiés par le dérèglement climatique, entraînent une part grandissante du monde dans une crise inédite marquée par la raréfaction de l'eau, les pénuries énergétiques et l'aggravation de l'insécurité alimentaire. Confrontée à cette situation critique, l'Organisation des Nations Unies multiplie les appels pressants à une réaction collective.

Par Halim Dardar

Un rapport rendu public lundi par le Centre national américain de lutte contre la sécheresse (NDMC), en partenariat avec la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification (CNULCD), dresse un tableau particulièrement sombre. Selon ce document, la période allant de 2023 à 2025 a été marquée par des souffrances humaines extrêmes, des pertes économiques considérables et de profonds bouleversements sociaux dans plusieurs régions stratégiques du globe. La sécheresse, souvent qualifiée de « catastrophe lente », déploie des effets destructeurs sur le long terme. « C'est un tueur silencieux », alerte Ibrahim Thiaw, Secrétaire exécutif de la CNULCD, soulignant qu'elle s'installe progressivement, épuise les ressources disponibles et détruit des vies sans bruit, mais avec constance.

Autrefois associée presque exclusivement aux pays les plus démunis, la sécheresse touche désormais l'ensemble de la planète. Les États les plus développés ne sont plus épargnés : les réserves diminuent, les rendements agricoles s'effondrent et les économies se fragilisent. Le rapport insiste sur le fait qu'aucune nation, quels que soient son niveau de richesse ou ses capacités de préparation, ne peut se permettre de rester passive face à un phénomène qui accentue la pauvreté, renforce l'insécurité alimentaire et énergétique et accélère la dégradation des écosystèmes. « La sécheresse n'est plus une menace lointaine, elle est déjà là, elle s'intensifie et exige une coopération mondiale immédiate », martèle encore Ibrahim Thiaw.

Mark Svoboda, directeur du NDMC et co-auteur du rapport, partage cette inquiétude. Selon lui, la situation actuelle dépasse largement le cadre d'un épisode temporaire : il s'agit d'une catastrophe mondiale progressive, sans précédent dans son ampleur, et de la plus grave qu'il ait observée au cours de sa carrière.

À l'échelle humaine, les conséquences sont dramatiques. Le rapport identifie plusieurs zones particulièrement touchées, notamment l'Afrique, le pourtour méditerranéen, l'Amérique latine et l'Asie du Sud-Est. En Afrique subsaharienne, la situation est qualifiée de critique. Plus de 90 millions de personnes en Afrique de l'Est et australe font face à une insécurité alimentaire aiguë, en grande partie liée à la pire sécheresse jamais enregistrée dans ces régions.

Dans des pays comme l'Éthiopie, le Zimbabwe, la Zambie ou le Malawi, les cultures de maïs et de blé ont subi des échecs répétés. Au Zimbabwe, la production de maïs a chuté de 70 % en un an, tandis que les prix ont doublé. Le pays a également perdu près de 9.000 têtes de bétail, victimes du manque d'eau et de pâturages.

Déjà éprouvée par une grave crise humanitaire, la Somalie a enregistré près de 43.000 décès liés à la famine en 2022, conséquence directe de la sécheresse. En 2025, environ 4,4 millions de Somaliens, soit près d'un quart de la population, se trouvent en situation d'insécurité alimentaire sévère.

Les pays du bassin méditerranéen sont éga-



lement durement touchés. L'Espagne, le Maroc et la Turquie font face à des pénuries hydriques qui affectent lourdement l'agriculture, le tourisme et l'accès à l'eau potable. En Espagne, la récolte d'olives de 2023 a été divisée par deux, provoquant une forte hausse du prix de l'huile d'olive. Au Maroc, le cheptel ovin a reculé de 38 % par rapport à 2016, poussant les autorités à interdire les sacrifices rituels de l'Aïd.

Sur le plan économique, le dérèglement climatique et les sécheresses extrêmes perturbent profondément les chaînes d'approvisionnement mondiales. En Amérique latine, le bassin amazonien connaît des niveaux de sécheresse sans précédent : des cours d'eau presque à sec, des difficultés d'accès à l'eau potable, une navigation entravée et la mort de milliers de poissons et de dauphins. Les communautés locales en subissent de plein fouet les conséquences. Le Canal de Panama, artère essentielle du commerce maritime international, a vu son niveau d'eau chuter au point de réduire de plus d'un tiers le nombre quotidien de navires autorisés à le traverser, entraînant retards, désorganisation logistique et hausse des coûts à l'échelle mondiale.

En Asie du Sud-Est, la baisse significative de la production de cultures clés telles que le riz, le café ou le sucre a entraîné une augmentation des prix sur les marchés internationaux. En Inde et en Thaïlande, la sécheresse a contribué à une hausse de 8,9 % du prix du sucre aux États-Unis.

Les femmes et les enfants figurent parmi les premières victimes de cette crise. En Afrique de l'Est, le nombre de mariages forcés de mineurs a plus que doublé. En Éthiopie, malgré l'interdiction légale de cette pratique, de nombreuses familles marient leurs filles afin d'obtenir une dot, perçue comme un moyen de survie face à l'appauvrissement. Au Zimbabwe, des milliers d'en-

fants, en particulier des filles, ont quitté l'école faute de nourriture, de ressources et d'infrastructures sanitaires adéquates. Le rapport évoque des « stratégies d'adaptation désespérées », telles que les mariages précoces, les longues marches vers des points d'eau asséchés ou encore des solutions de survie qui compromettent gravement les droits fondamentaux.

La faune sauvage n'est pas épargnée. Dans le bassin amazonien, la mortalité massive de poissons et de dauphins menace l'équilibre d'écosystèmes entiers. En 2023, cent éléphants sont morts de soif et de faim dans le parc national de Hwange, au Zimbabwe. Au Botswana, des hippopotames ont été retrouvés piégés dans des lits de rivières totalement asséchées.

Dans l'est de la Mauritanie, la sécheresse provoque également la mort de nombreux animaux d'élevage, aggravant la précarité des populations rurales. Face à l'ampleur de cette crise, le rapport appelle à une mobilisation mondiale fondée sur des investissements massifs dans la gestion durable des terres et des ressources hydriques, un renforcement de la coopération internationale et une prise de conscience accrue de l'urgence climatique. « Il est indispensable de développer des systèmes d'alerte précoce et de promouvoir des solutions fondées sur la nature afin d'accroître notre résilience », affirme Andrea Meza, Secrétaire exécutive adjointe de la CNULCD. « La question n'est pas de savoir si cela se reproduira, mais si nous serons mieux préparés la prochaine fois. » Pour Daouda Ngom, ministre sénégalais et co-président de l'IDRA, investir dans la résilience face à la sécheresse constitue un choix déterminant : « C'est un pas essentiel vers la justice climatique et la garantie d'un développement durable au bénéfice des générations futures. »

H.D

RENFORCEMENT DES COMPÉTENCES ENVIRONNEMENTALES

FORMATIONS NATIONALES À BLIDA

Par Chaimaa Sadou

Près de 200 acteurs du secteur environnemental, venus de différentes wilayas du pays, ont bénéficié en 2025 de formations intensives organisées par la Maison de l'environnement de Blida. Ces sessions ont couvert la gestion des déchets, la prévention des risques et la sécurité industrielle, confirmant le rôle central de cette structure dans l'accompagnement du développement durable.

La Maison de l'environnement de la wilaya de Blida s'est imposée, en 2025, comme un véritable pôle de formation au service des acteurs du secteur environnemental. Selon sa directrice, Aïcha Fernane, un large éventail d'acteurs venus de différentes wilayas a suivi ces programmes spécialisés, reflétant l'importance croissante accordée à la protection de l'environnement et au respect des normes en vigueur.

Ces programmes pédagogiques ont ciblé différents profils : bureaux d'études, délégués

de l'environnement, industriels et spécialistes de la gestion des déchets. Plus de 150 bureaux d'études nationaux ont ainsi pris part à des sessions favorisant l'échange d'expertises et l'harmonisation des pratiques.

Par ailleurs, 16 délégués de l'environnement et 26 participants spécialisés dans la gestion des déchets spéciaux et dangereux ont bénéficié de modules intensifs. Les sessions techniques ont également concerné 18 établissements industriels de la wilaya, avec un accent particulier sur la sécurité et la prévention des risques professionnels. Les thèmes abordés incluaient le stockage des produits chimiques, les premiers secours et la lutte contre les incendies.

Un volet spécifique a été consacré aux autorisations de transport des déchets spéciaux et dangereux, afin de renforcer la conformité aux réglementations en vigueur. Cette démarche traduit la volonté des autorités de mieux maîtriser les risques industriels et de protéger la santé publique.

Pour l'année 2026, la Maison de l'environnement prévoit de poursuivre et d'élargir ce programme de formation. L'objectif affiché est de soutenir les efforts de développement durable, de renforcer la sécurité industrielle et d'accompagner les établissements économiques dans leur transition vers des pratiques plus responsables.

Ces initiatives, confirmées par des sources officielles, témoignent de la fiabilité de l'information et de l'engagement des institutions locales à promouvoir une culture environnementale solide et partagée.

La formation des acteurs de l'environnement apparaît aujourd'hui comme un levier essentiel. En multipliant les sessions spécialisées, la Maison de l'environnement de Blida y contribue directement, formant des professionnels compétents et préparant la société à mieux relever les défis écologiques et industriels.

C.S

MODE ET HAUTE COUTURE

FAÏZA ANTRI BOUZAR : UN DESTIN TISSÉ DANS LES FILS D'UN KARAKOU ANCESTRAL

Héritière d'un savoir-faire familial précieux, Faïza Antri Bouzar fait rayonner l'identité algérienne à travers sa marque dénommée FAB. De la précision au raffinement, son parcours est celui d'une femme pour qui la couture est un dialogue sacré entre mémoire et création.

Par Yakout Abina

Issue d'une lignée d'artisans, Faïza AntriBouzar n'a jamais considéré la couture comme une simple activité manuelle. Bercée par la précision du geste de son père bijoutier et l'élégance des ouvrages de sa mère, elle conçoit la création comme un dialogue sacré, pour elle, chaque fil raconte une histoire, chaque perle porte une mémoire. Son aventure dans la mode prend racine dans ce patrimoine affectif, où l'éclat du bijou et souplesse du textile s'entremêlent.

Officiellement lancée en 2009 avec la création de sa marque FAB, sa carrière trouve en réalité son impulsion bien plus tôt, en 1913. C'est l'année où son arrière-grand-mère, Meriem, porta pour son mariage un Karakou qui allait devenir, un siècle plus tard, le point de départ d'une destinée hors du commun. « C'est ce Karakou qui m'a choisie », confie Faïza. Plus qu'un vêtement, cette pièce est pour elle une âme vivante, un héritage qui l'a guidée vers sa vocation.

Convaincue que son destin était lié à celui de ce costume traditionnel, elle a fini par délaisser une carrière prometteuse de consultante en marketing pour se dévouer entièrement à la création. Ce choix radical a marqué le début d'une trajectoire singulière, où la passion et la transmission se mêlent pour donner naissance à une œuvre profondément ancrée dans l'identité algérienne.

Depuis 2016, la maison FAB s'est imposée comme une véritable ambassadrice de l'élégance algérienne. Les créations de Faïza ont traversé



les continents, séduisant le public au Canada, aux États-Unis, au Liban, en Azerbaïdjan, en Italie, en France, au Chili et plus récemment au Bahreïn. L'un des moments les plus marquants de cette expansion internationale reste l'organisation du tout premier défilé de mode de l'histoire de l'Île de Pâques, en collaboration avec l'ambassade d'Algérie. Dans ce décor mythique, les mystères du Pacifique ont rencontré la richesse du patrimoine algérien, offrant une scène inédite où tradition et modernité se sont entremêlées.

Le processus créatif de Faïza AntriBouzar est nourri par une curiosité insatiable. Ses sources d'inspiration sont multiples, ça pourrait venir d'un voyage, d'une visite au musée, ou même d'une bonne nuit de sommeil, mais aussi des éléments inattendus. Elle n'hésite pas, par exemple, à observer des plaquettes de fonds de microscopes pour imaginer des motifs

de broderie ou de perlage d'une précision chirurgicale. Cette capacité à transformer l'infiniment petit en œuvres spectaculaires illustre son approche singulière : la mode comme un langage universel, capable de traduire la beauté cachée du monde.

L'actualité de la créatrice est marquée par l'exposition « Femmes d'Alger », présentée au Musée national du Bardo, véritable écrin de l'histoire algérienne. Jusqu'au 17 janvier, le public peut y découvrir son projet le plus intime, né d'une intuition fulgurante lors d'un séjour à Paris. En voulant organiser un événement pour Lailat El Qadr, Faïza a été submergée par un tsunami d'idées. De cette effervescence est née la collection Qadr « Destin » hommage direct au Karakou de 1913 qui a bouleversé sa trajectoire.

À travers « Qadr », la créatrice raconte l'histoire fantastique de ce vêtement qui, selon elle, possède une

âme. Elle considère que ce Karakou l'a choisie, et qu'en retour, il a transformé sa vie. Ce dialogue entre passé et présent, entre héritage et création, constitue le fil conducteur de son œuvre.

Pour Faïza, le moment de vérité se révèle sur le podium ou dans l'intimité de l'atelier, lorsque ses créations prennent vie sous les yeux d'une future mariée. Elle accompagne ces femmes avec une sensibilité rare, consciente que ses tenues transcendent la simple fonction d'habit pour devenir des fragments de mémoire et de rêve. Elle affirme que voir ses pièces portées déclenche chez elle un sentiment de plénitude et une joie profonde comme si chaque fil cousu, chaque perle posée trouvait enfin son sens. Si la maison FAB s'est imposée comme une référence incontournable de la haute couture, c'est grâce à une identité visuelle immédiatement reconnaissable. La rigueur est au cœur de son processus rien n'est laissé au hasard, du choix du fil à la pose de la dernière perle. Son style se distingue par des épaules nettes, un col en V iconique, et des volumes spectaculaires qui osent sans jamais tomber dans l'excentricité.

L'élégance reste le maître mot, portée par une créativité audacieuse mais toujours équilibrée.

Alors qu'une nouvelle collection est déjà en préparation, Faïza AntriBouzar continue de créer sans relâche, prouvant que la mode n'est pas seulement une affaire de tissus et de formes, mais une écriture du destin. Son Qadr est de tisser, fil après fil, le futur de la haute couture algérienne, en portant haut les couleurs d'un patrimoine qui ne cesse de dialoguer avec le monde.

L'histoire de Faïza AntriBouzar est celle d'une femme qui a choisi de suivre la voix de son héritage, transformant un vêtement ancien en moteur de création contemporaine. À travers FAB, elle incarne une haute couture algérienne ouverte sur le monde, mais fidèle à ses racines. Son parcours rappelle que la mode, lorsqu'elle est habitée par une âme, peut devenir bien plus qu'un art : une destinée.

Y.A

THÉÂTRE RÉGIONAL DE BATNA DÉBUT DES TRAVAUX DE RÉAMÉNAGEMENT

Des travaux de réaménagement et d'équipement du Théâtre régional Salah-Lombarkia de Batna ont été lancés récemment, a-t-on appris mardi auprès du directeur de cet établissement.

Dans une déclaration à l'APS, Mounir Boumerdès a précisé que ces travaux confiés à une entreprise spécialisée pour un délai d'exécution de six mois porteront, notamment sur le réaménagement et l'équipement de la totalité du niveau supérieur incluant la salle de spectacles et la dotation de la scène de nouveaux systèmes de sonorisation et d'éclairage.

Selon la même source, ces travaux s'inscrivent dans le cadre d'une opération centralisée pour laquelle une enveloppe financière de 30 millions DA a été octroyée.

L'administration du théâtre a décidé en mars 2022 de fermer au public la salle de spectacles suite à la dégradation de certaines parties du

bâtiment, selon le même cadre qui a précisé que le travail de l'administration de l'établissement s'était normalement poursuivi de même que l'activité artistique des comédiens dont les spectacles étaient présentés ailleurs.

Des mesures d'urgence ont été entre temps prises permettant suite à une autorisation du ministère de tutelle d'accueillir exceptionnellement certaines activités dont les deux cérémonies d'ouverture et de clôture du Festival culturel national de théâtre amazigh et du Festival cinématographique international Imedghassène, a ajouté M. Boumerdès. Classé sur la liste des biens culturels nationaux, le bâtiment du Théâtre régional de Batna, véritable chef-d'œuvre architecturale a été construit en 1890 et accueille annuellement un grand nombre de visiteurs nationaux et étrangers, selon la même source.

RS/APS

CRISE DANS LE SECTEUR DE LA SANTÉ DES USA

15 000 INFIRMIÈRES EN GRÈVE À NEW YORK

Par Hamida Indja

Environ 15 000 infirmières se sont mises en grève dans plusieurs hôpitaux de New York, aux États-Unis. Ce mouvement survient dans un contexte tendu de négociations contractuelles et de forte pression due à une saison grippale intense.

Selon les médias locaux, cette grève, débutée lundi après l'échec des discussions entre les hôpitaux et le syndicat des infirmières, constitue l'un des plus importants mouvements de ce type dans l'histoire du pays. Le syndicat a indiqué dans un communiqué que la direction des établissements n'avait pas fait de concessions sur des points jugés cruciaux. Ces derniers incluent l'embauche d'un nombre suffisant de personnel pour assurer la sécurité des patients, la couverture santé et la protection contre les violences au travail.

Les infirmières de cinq hôpitaux privés ont cessé leur activité, reprochant à leurs employeurs de refuser de signer des contrats équitables. Si les revendications peuvent varier d'un établissement à l'autre, elles portent principalement sur l'amélioration des conditions de sécurité. Le syndicat demande également des garde-fous concernant l'utilisation de l'intelligence artificielle dans le milieu hospitalier.

Ce mouvement intervient alors que la gouverneure de New York, Kathy Hochul, avait déclaré préalablement l'état d'urgence en raison d'une situation grippale sévère. La dernière grève d'ampleur des infirmières dans la ville remontait à 2023.

H.I

HÉRITAGE SPIRITUEL ET MUSICAL

LES AÏSSAOUAS, UN PATRIMOINE VIVANT CÉLÉBRÉ AU MAGHREB

La confrérie des Aïssaouas, héritière d'une tradition mystique et musicale profondément enracinée dans l'histoire du Maghreb, continue de fasciner et de rassembler. Leur art, à la fois spirituel et populaire, a récemment été mis à l'honneur lors de la première édition des journées nationales du patrimoine populaire authentique Aïssaoua, organisée à El Tarf. Cet événement, qui s'est déroulé à la bibliothèque principale de lecture publique Chahida Françoise-Louise, dite Mabrouka Belkacem, a marqué une étape importante dans la valorisation de ce patrimoine séculaire.

Par Yakout Abina

Portée par l'association locale El Amel de promotion du patrimoine et du tourisme, en coordination avec la direction de la culture et des arts, la manifestation qui s'est tenue du 10 au 14 janvier a coïncidé avec la célébration du nouvel an amazigh, renforçant ainsi le lien entre les traditions locales et les pratiques spirituelles. L'ouverture, supervisée par les autorités locales et en présence de figures culturelles de la région, a donné le ton : il s'agissait de rappeler que l'art des Aïssaouas n'est pas seulement une pratique religieuse, mais aussi un vecteur de cohésion sociale et de transmission culturelle.

Le directeur de la culture et des arts, Azzedine Abdelkader, a souligné que cette rencontre s'inscrivait dans une démarche de valorisation du patrimoine immatériel et d'encouragement des échanges entre les troupes qui perpétuent ce genre musical dans les différentes wilayas du pays.

En effet, les Aïssaouas, connus pour leurs chants spirituels, leurs rythmes hypnotiques et leurs cérémonies de transe, incarnent une mémoire vivante qui dépasse les frontières régionales. Leur histoire est l'une des plus fascinantes du Maroc. Mêlant soufisme orthodoxe, folklore populaire et phénomènes surnaturels, cette confrérie religieuse occupe une place unique dans l'identité marocaine.

Tout commence au XVI^e siècle avec un homme appelé Sidi Mohammed ben Aïssa. Né dans la région du Souss et installé à Meknès, ce cheikh charismatique fonde une confrérie basée sur la dévotion et l'invocation constante. Surnommé le Cheikh al-Kâmil (le Maître Parfait), il



a laissé derrière lui une doctrine centrée sur la discipline de l'âme.

L'un des mythes fondateurs raconte qu'un jour de famine, les disciples du Cheikh n'avaient rien à manger. Il leur aurait alors ordonné de manger tout ce qu'ils trouvaient (pierres, épines, serpents). Par miracle, ces éléments se seraient transformés en nourriture délicate. C'est de là que viendrait la tradition des rituels "extrêmes". Ce récit fondateur explique pourquoi, aujourd'hui encore, certains adeptes semblent immunisés contre les poisons et la douleur. La cérémonie principale des Aïssaoua s'appelle la Lila (la nuit). Elle suit une progression précise qui mène à l'extase mystique. La soirée commence par des récitation calmes de versets du Coran et d'oraisons (litanies) écrites par le fondateur. Petit à petit le rythme s'accélère, les adeptes se lèvent et balancent leur corps de manière synchronisée au son des instruments. Sous l'effet des hautbois (ghayta) et des percussions (tbel et bendir), certains participants entrent dans un état de conscience modifiée appelé el Hadra, ou l'extase.

Lors du grand rassemblement annuel (le Moussem) à Meknès, les observateurs témoignent de phénomènes qui défient la logique. Les membres de certains clans Aïssaoua manipulent des serpents et des scorpions avec une aisance déconcertante, affirmant que le nom de leur maître les protège du poison.

En état de transe profonde, certains adeptes peuvent mâcher du verre ou se piquer avec des objets

tranchants sans montrer de signes de souffrance ni de traumatismes graves. Un autre rituel ancestral, la "Frisa" (aujourd'hui quasiment disparu ou très rare), consistait à dépecer un animal vivant à mains nues lors d'un état de transe sauvage, symbolisant le retour à un état primitif avant la purification spirituelle. Certains "états" de transe imiteraient même le comportement d'animaux (le lion, le chameau, la panthère), symbolisant le combat de l'homme pour dompter ses instincts les plus bas. Le secret des Aïssaoua, qui leur permet de traverser des épreuves physiques impressionnantes, ne relève pas d'un seul mystère, mais d'une combinaison de facteurs neurophysiologiques, psychologiques et spirituels.

Le secret principal réside dans l'état de transe hypnotique atteint grâce à la musique (le Lila). Les percussions et les instruments à vent utilisent des rythmes polyrythmiques qui finissent par "verrouiller" le cerveau sur une fréquence précise. En arrivant à cet état de conscience modifiée, le cerveau libère massivement des endorphines (hormones du bien-être) et de la dopamine, mais surtout des enképhalines qui bloquent la transmission des signaux de douleur vers le système nerveux central.

En atteignant la concentration extrême appelée la Hadra, le sujet subit une dissociation où l'esprit se détache du corps physique. Pour le pratiquant, ce n'est plus lui qui ressent la chaleur ou l'impact, car son ego et sa conscience sont projetés ailleurs. C'est ce que les psychologues appel-

lent une analgésie par suggestion.

Il ne faut tout de même pas négliger l'aspect progressif de cette tradition. Les membres grandissent dans un environnement où les rythmes, les invocations et les pratiques rituelles font partie du quotidien. Dès le plus jeune âge, le corps et l'esprit sont habitués à ces stimuli, ce qui les prépare à vivre la transe sans peur ni résistance.

Cette immersion précoce conditionne les adeptes à dépasser les réactions instinctives de crainte face aux sons puissants, aux mouvements collectifs ou aux pratiques spectaculaires. La transe, loin d'être un état isolé, devient une expérience partagée où l'énergie de la foule agit comme un catalyseur. L'effet d'entraînement réduit les inhibitions et neutralise la peur, considérée comme l'un des principaux amplificateurs de la douleur.

Aujourd'hui, ces cérémonies ne se limitent plus aux contextes religieux. Elles sont devenues des spectacles populaires, intégrés aux festivals et célébrations culturelles. Elles attirent un public varié, curieux de découvrir une tradition qui conjugue ferveur mystique et énergie musicale. Les Aïssaoua, par leur musique et leur spiritualité, restent un pont fascinant entre le monde visible et l'invisible. Qu'on y voie un miracle de la foi ou un phénomène psychologique de transe collective, ils incarnent une part essentielle de l'identité culturelle du Maroc et du Maghreb. Leur art, à la fois mystique et festif, continue de séduire et de fédérer.

Y.A

LES WILAYAS DE L'EST CÉLÈBRENT YENNAYER 2976

DIVERSES MANIFESTATIONS CULTURELLES POUR ACCUEILLIR LA NOUVELLE ANNÉE

Par Hamida Indja

Les wilayas de l'Est du pays ont marqué la célébration du nouvel an amazigh, Yennayer 2976, par des expositions et des activités culturelles mettant en lumière les dimensions historiques et culturelles du patrimoine amazigh.

À l'occasion de Yennayer 2976, les wilayas de l'Est algérien ont organisé diverses manifestations

culturelles. Des structures locales ont accueilli des expositions et des activités artistiques autour de l'artisanat traditionnel, des arts plastiques et de la photographie, le tout réalisé en collaboration avec des associations de la région.

Dans le cadre de cet événement, des cartes professionnelles ont été remises à des artistes, tandis que l'histoire et la civilisation amazighes ont été mises en avant à travers différentes rencontres. Le public a pu découvrir des habits, des bi-

joux traditionnels et des plats populaires, ainsi que des ateliers dédiés aux arts plastiques, à la céramique, à la sculpture et à la miniature.

Par ailleurs, des universitaires et des historiens ont animé des conférences pour expliquer la portée culturelle de Yennayer. Des expositions de livres en langue amazighe ont également été tenues, permettant à des auteurs d'animer des séances de lecture en tamazight.

H.I

TENSION

LE RUBICON EST FRANCHI

Finalement, une action prédatrice sans fard de Trump et de son équipe – l'enlèvement du président Maduro lors d'un raid militaire nocturne éclair – a poussé 2026 dans un moment charnière. Un moment charnière non seulement pour l'Amérique latine, mais aussi pour la politique mondiale.

Par Alastair Crooke

La «méthode Venezuela» est alignée sur l'ap-proche «business first» de Trump qui est basée sur la construction d'un «système de récompense financière», par lequel diverses parties prenantes à un conflit se voient offrir des avantages financiers qui permettent aux États-Unis d'atteindre (ostensiblement) leurs propres objectifs, tandis que les habitants continuent d'obtenir des bribes financières de cette exploitation (dans ce cas) des ressources vénézuéliennes – sous la surveillance étroite des États-Unis.

Dans ce modèle, les États-Unis n'ont pas besoin de créer un nouveau régime gouvernemental à partir de zéro, ni de mettre des «bottes sur le terrain». Pour le Venezuela, le plan est que le gouvernement actuel de la présidente nouvellement assermentée, Delcy Rodriguez, restera aux commandes du pays tant qu'elle obéit aux desideratas de Trump. Si elle ou l'un de ses ministres ne suit pas ce plan, ils recevront le «traitement Maduro», voire pire. Les États-Unis auraient déjà menacé le ministre vénézuélien de l'Intérieur, Diosdado Cabello, qu'il serait ciblé par Washington s'il n'aidait pas le président Rodriguez à répondre aux demandes américaines.

En d'autres termes, le plan se résume à une prémisses sous-jacente unique, l'argent.

Dans ce contexte, l'approche américaine du Venezuela ressemble à celle d'un «rachat» par des fonds spéculatifs vautours : révoquer le PDG et coopérer l'équipe de direction existante avec de l'argent pour diriger l'entreprise selon de nouveaux diktats. Dans le cas du Venezuela, Trump espère probablement que Rodriguez (qui a «parlé» avec le secrétaire Rubio via la famille royale qatarie, et qui est également le ministre responsable de l'industrie pétrolière) tient à carreaux toutes les factions qui composent la structure du pouvoir vénézuélien pour qu'elles acceptent la cession des ressources souveraines de l'Etat à Trump.

Ce qui est si crucial ici, c'est de se débarrasser de tout prétexte : les États-Unis connaissent une grave crise de la dette et souhaitent s'emparer – à l'usage exclusif des États-Unis – du pétrole vénézuélien. Se soumettre à la demande de Trump est la seule variable qui compte. Tous les masques sont baissés. Le Rubicon a été franchi.

«Le Venezuela livrera 30 et 50 MILLIONS de Barils de pétrole de haute Qualité et sanctionné aux États-Unis d'Amérique, vendus au prix du marché avec l'argent contrôlé par moi», a écrit Trump sur Truth Socia l.

La disparition du «projet américain» – la substitution du récit américain selon lequel ils sont «une lumière pour toutes les nations» par un pouvoir dur et intéressé – constitue un changement révolutionnaire. Les mythes et les histoires morales fournissent un sens à toutes les nations. Sans un cadre moral, qu'est-ce qui maintiendra l'Amérique unie ? La célèbre hypothèse d'Ayn Rand selon laquelle l'égoïsme rationnel est l'expression ultime de la nature humaine ne permet pas de comprendre comment l'ordre social se constitue.

Les Lumières occidentales se sont retournées contre leurs propres valeurs – et se sont détruites elles-mêmes. Les ramifications se répercuteront dans le monde entier.

Aurelien a écrit : «C'est Nietzsche, pourvoyeur de vérités inconfortables, qui a souligné que la «Mort de Dieu» et l'absence conséquente de tout système d'éthique convenu conduiraient à un monde sans signification ni but, car toutes les valeurs sont sans fondement, toute action est inutile, tous les résultats sont moralement équivalents et aucun objectif ne vaut donc la peine d'être poursuivi». Dans son livre «Volonté de puissance», la thèse de Nietzsche était que la fin de toutes les valeurs et de tous les sens impliquerait la fin aussi du concept même de Vérité et révélerait l'impuissance de la Raison occidentale mécanique. Collectivement, cela équivaldrait à «la force la plus destructrice de l'histoire» et produirait une «catastrophe». Écrivant en 1888, il a prédit que cela se produirait au cours des deux prochains siècles.

Montée du nationalisme populaire du pays

Nietzsche disait que lorsque vous franchissez ce Rubicon, ce n'est pas une mince affaire. L'Occident perdra alors l'architecture interne qui rend la vie morale possible, à la fois en interne et en tant qu'acteur sur la scène mondiale. Un État qui perd son architecture interne devient simplement un gangster menaçant quiconque n'accèdera pas



à ses prédatations et ne lui donnera pas l'argent sur lequel il a posé les yeux.

Il est beaucoup trop tôt pour dire comment les événements au Venezuela se dérouleront, mais ce que l'on peut discerner, c'est que Caracas élabore collectivement une stratégie sur la façon de gérer des États-Unis agressifs dans le contexte de la montée du nationalisme populaire du pays. Nous ne pouvons pas non plus prédire comment les ambitions plus larges de l'équipe Trump de creuser le tissu régional sud-américain (Cuba en particulier) se répercuteront. De même, il est trop tôt pour juger si le plan de Trump d'«acquérir» le Groenland peut réussir.

Ce que l'on peut néanmoins dire, c'est que le système existant dans le monde est bouleversé par le passage à un paradigme anti-valeurs nihiliste.

Le monde est maintenant gouverné par la puissance, par la force et le pouvoir. «Nous avons le pouvoir», proclame l'équipe Trump, alors nous fixons les conditions sur le terrain. La Russie, la Chine, l'Iran et d'autres comprendront que les subtilités internationales doivent être écartées. Il est temps d'être résolu et totalement intransigeant, car le risque n'est plus réfléchi et la pensée critique est absente. Le risque augmente.

La coercition engendre la recherche, chez les autres, d'une dissuasion plus efficace – sous quelque forme que ce soit – et les mérites de tout engagement diplomatique seront soigneusement examinés. Comment faire confiance aux États-Unis ? Peut-on convaincre les États-Unis de revenir à une politique de négociation classique ? Une telle situation invitera à une forte dose de scepticisme.

Comment se protéger ? Chaque leader fait tranquillement le calcul. Même les Européens.

En 2022, lorsque l'Opération spéciale russe en Ukraine a commencé, les dirigeants occidentaux étaient très conscients à la fois de leur «fossé» démocratique et de leur manque d'autorité morale. L'Opération spéciale en Ukraine semblait cependant leur offrir un drapeau autour duquel rassembler leurs nations divergentes. Ils ont choisi de rejoindre le manichéisme que le président Biden embrassait à l'égard du président Poutine. C'était le bien contre le mal. De nombreux Européens ont été attirés ; cela semblait combler un trou dans la légitimité de l'UE.

Mais aujourd'hui, Trump a arraché cette posture morale. Par l'excitation de promouvoir l'Ukraine, symbole pour l'Europe en tant qu'acteur moral, l'UE, au moins rhétoriquement, s'est dirigée vers une guerre catastrophique avec la Russie à cause d'une série d'erreurs de jugement sur la nature du conflit militaire et ses causes. Les dirigeants de l'UE ont parié que l'Union infligerait une défaite humiliante à Poutine ; mais n'a aucune réponse à l'impasse actuelle, au-delà de la construction de Châteaux en Espagne, dont l'espoir de persuader Trump d'imposer, d'une manière ou d'une autre, son diktat à Moscou.

Au contraire, Trump a averti l'Europe qu'elle fait de toute façon face à un «effacement civilisationnel» et dit qu'il envisage d'utiliser la force militaire contre le Danemark pour acquérir le Groenland. L'Europe est laissée nue mais continue à faire semblant d'avoir un pouvoir moral.

Vers un christianisme intransigeant

Enfin, quel impact ce passage américain au nihilisme à somme nulle aura-t-il aux États-Unis ? La base MAGA a déjà été fracturée par la partialité de plus en plus ouverte de Trump envers Israël – plaçant «Israël d'abord» devant «l'Amérique d'abord» ; et maintenant par des milliardaires juifs insistant pour que toute critique d'Israël soit supprimée.

Les images de femmes et d'enfants morts de Gaza ont galvanisé de nombreux jeunes Américains de moins de 40 ans. Gaza s'est révélée être l'exemple d'une politique de pouvoir amoral si extrême qu'elle a radicalisé une jeune génération qui penche de plus en plus vers un christianisme intransigeant.

Cela était particulièrement vrai pour la circonscription clé qu'est Turning Point USA. Une grande partie de la victoire de MAGA, en 2024, était due à ce mouvement de jeunesse ayant des milliers de bureaux, des valeurs chrétiennes et une grande énergie. Turning Point USA offre potentiellement encore la perspective d'une formidable opération «virez le par le vote».

Mais ce que de nombreux Républicains ignorent, c'est que leur base électorale représente environ un tiers de l'électorat qui se présente pour voter, et donc pour que Trump gagne, il devra persuader au moins la moitié du «tiers indépendant du pays» de voter Trump. Les sondages montrent que son taux d'approbation se situe actuellement à -10.

Un petit groupe d'officiels du Parti républicain, en combinaison avec de puissants politiciens établis et des donateurs milliardaires, cherchent à limiter l'emprise de MAGA sur le Parti républicain. Tout comme ils ont écrasé le précédent mouvement Républicain du Tea Party qui s'est levé en 2010, les apparatchiks du parti veulent que MAGA revienne sous le contrôle total du Parti et accepte les instructions de la direction pour décider qui peut se présenter en tant que candidats du GOP pour les élections de mi-mandat de 2026 et au-delà en 2028.

En 2016, l'agenda de la cabale «Sea Island» des dirigeants et donateurs uni-partis s'était regroupé contre Trump pour préserver le modèle marketing de la politique de Washington DC. Aujourd'hui, ce groupe élargi vise à fracturer la base MAGA qui soutenait le GOP, afin qu'ils puissent continuer leur pratique d'achat de tous les «chevaux (candidats) de la course». Le but étant de fournir un semblant de choix, tout en limitant ce «choix» à deux candidats principaux acceptables pour les deux ailes (Démocrate et Républicaine) du commandement uni-partis.

Le problème ici est que lorsque les dirigeants deviennent égocentriques et sans scrupule, l'amoralité ne reste pas contenue au sommet. Cela dégrade les structures du parti. Et lorsque la posture morale est ouvertement, et même avec exultation, affichée comme une imposture – comme le fait l'équipe Trump – alors les jeunes chrétiens qui se prennent au sérieux deviennent rebelles. Ils ne sont plus silencieux. Ils comprennent la nature du jeu qui se joue contre eux.

Se conformeront-ils finalement aux apparatchiks du parti ? C'est une bonne question. Le cours futur de l'Amérique dépend, dans une large mesure, de la réponse.

SPORT OLYMPIQUE

LE COA TIENT UNE RÉUNION EN PRÉVISION DES PROCHAINES ÉCHÉANCES INTERNATIONALES

Le Comité olympique et sportif algérien (COA) a tenu, mardi à Alger, une réunion technique et de coordination élargie consacrée au suivi des programmes de préparation de l'élite nationale, en prévision des prochaines échéances sportives internationales, a indiqué un communiqué de l'instance.

Organisée par la Direction des sports du COA, cette rencontre a permis de débattre de la feuille de route relative à la participation algérienne aux grandes manifestations sportives à venir.

Les travaux de cette réunion ont porté principalement sur deux dossiers jugés prioritaires : les Jeux méditerranéens prévus à Tarente (Italie) du 21 août au 3 septembre 2026, ainsi que les Jeux olympiques de la jeunesse qui se dérouleront au Sénégal du 31 octobre au 13 novembre 2026. La rencontre a enregistré



une participation "active" des différents acteurs du mouvement sportif national, dans l'objectif d'assurer une coordination optimale entre les différentes instances concernées, selon la même source.

Ont pris part à cette réunion, des représentants du ministère des Sports, les présidents des fédérations sportives nationales, ainsi que les directeurs techniques nationaux des instances fédérales, conclut le communiqué.

RS/APS

SPORTS COLLECTIFS

L'APPLICATION DU SEMI-PROFESSIONNALISME CONDITIONNÉE PAR LA CRÉATION DE COMMISSIONS SPÉCIALISÉES EN MARKETING

Des responsables de fédérations nationales de sports collectifs ont estimé, mardi, que l'application du semi-professionnalisme à ces disciplines demeure tributaire de la mise en place de commissions spécialisées en marketing, une démarche à même de constituer une base adéquate pour la construction d'un tissu sportif solide, notamment chez les jeunes, en permettant le développement des clubs dans un cadre juridique organisé.

Intervenant lors du forum de la Chaîne II, organisé au Centre culturel Aissa-Messaoudi de la Radio nationale (Alger), sous le thème : "Peut-on appliquer le semi-professionnalisme aux sports collectifs en Algérie ?", le président du club de handball du HBC El-Biar, Belaid Ait Hocine, a souligné "l'importance de créer des commissions spécialisées en marketing sportif afin de développer l'activité des clubs et de bâtir une base sportive solide, en particulier chez la catégorie des jeunes".

Le même responsable a indiqué que "le recours au marketing digital et aux réseaux sociaux a permis au HBC El-Biar d'enregistrer des résultats positifs en matière de financement et d'attirer plusieurs sponsors, même si les revenus demeurent limités par rapport aux standards internationaux".

Avant d'ajouter : "Si la volonté, la bonne gouvernance et des institutions publiques performantes sont réunies, le semi-professionnalisme peut constituer une étape transitoire réussie vers le professionnalisme total, à condition qu'il soit appliqué dans le cadre d'une vision et d'une stratégie claires, au service du développement des sports collectifs à moyen et long termes".

De son côté, le président de la Fédération algérienne de basket-ball, Mehdi Oucif, a expliqué que "la problématique de la gestion des clubs sportifs, ces

dernières années, est restée principalement liée aux questions de responsabilité et de financement".

Il a relevé que, malgré l'existence d'une large base englobant différentes catégories d'âge et les deux sexes, les clubs ont éprouvé de grandes difficultés à élargir leurs activités et à assurer leur stabilité financière, notamment après le recul du soutien des collectivités locales et des organismes publics, ce qui a engendré un vide financier important.

Pour sa part, l'ancien cadre du ministère de la Jeunesse et des Sports, Mokhtar Boudina, a indiqué que "l'expérience du professionnalisme a été appliquée essentiellement au football, en raison de ses spécificités économiques et organisationnelles", estimant que "la généralisation de ce modèle aux autres disciplines sportives pose de réelles problématiques en l'absence des mêmes conditions et ressources".

S'agissant du financement, Boudina a précisé que "le soutien public est destiné principalement aux sports amateurs, dans la mesure où ils servent l'intérêt général, notamment à travers la formation, l'élargissement de la base de la pratique sportive et l'occupation du temps libre des jeunes", affirmant, à ce titre, que "les entreprises sportives professionnelles ne peuvent bénéficier des subventions publiques".

Enfin, le même intervenant a souligné que "la législation algérienne ne reconnaît pas l'existence du club professionnel sous forme associative, distinguant clairement entre la société sportive à caractère commercial et le club sportif amateur exerçant dans le cadre d'une association à but non lucratif", appelant au respect du cadre législatif comme condition fondamentale pour l'organisation et le développement du mouvement sportif national.

RS/APS

TENNIS / TOUNOI "M25 MONASTIR"

L'ALGÉRIEN SAMIR HAMZA REGUIG DÉBUTERA CONTRE UN JOUEUR ALLEMAND

Le tennisman algérien Samir Hamza Reguig sera opposé à l'Allemand Florian Broska, au premier tour du tableau final du tournoi professionnel masculin "M25 Monastir", qui se déroule du 12 au 18 janvier courant en Tunisie, suivant les résultats du tirage au sort effectué lundi soir.

Un match qui s'annonce rela-

ivement difficile pour l'international algérien de 23 ans, classé 787e mondial, car appelé à défier un adversaire plus expérimenté (28 ans), qui occupe actuellement le 416e rang mondial chez les professionnels de l'ATP, et qui a été désigné tête de série N3 de ce tournoi.

Dotée d'un prize-money de

FOOT/ CAN 2027

RÉSULTAT DU TIRAGE AU SORT DU TOUR PRÉLIMINAIRE DES ÉLIMINATOIRES

La Confédération africaine de football (CAF) a procédé mardi au tirage au sort du tour préliminaire des éliminatoires de la Coupe d'Afrique des Nations CAN 2027. Au total, 12 sélections nationales participeront à ce tour préliminaire. Il s'agit des équipes les moins bien classées selon le dernier classement mondial de la FIFA, tandis que 42 autres nations sont directement qualifiées pour la phase de groupes des éliminatoires.

Le programme du tour préliminaire: Djibouti-Soudan du Sud Tchad -Burundi Somalie-Maurice Sey-

chelles-Lesotho Erythrée- Eswatini Sao Tomé-et-Principe - Ethiopie Les matchs se joueront en aller-retour (25 - 31 mars 2026).

NDLR: A l'issue de cette phase, les six équipes victorieuses rejoindront les 42 nations déjà qualifiées pour le tirage au sort de la phase de groupes des éliminatoires de la CAN 2027.

RS/APS

RS/APS

HAND/CAN-2026 (PRÉPARATION) NOUVELLE VICTOIRE DE L'ALGÉRIE DEVANT TRIMO TREBENJE (32-31)

La sélection algérienne de handball a obtenu une nouvelle victoire au cours de son stage de préparation en Slovaquie, en s'imposant en amical devant la formation slovaque de première division Trimo Trebenje (32-31, mi-temps : 13-18), mardi à Ljubljana, en prévision du 27e Championnat d'Afrique des nations (CAN-2026), prévu au Rwanda (21-31 janvier 2026).

Battu lors du premier test match face au Koweït (25-32), le Sept national enchaîne ainsi un deuxième succès de rang après celui obtenu, lundi, contre la Géorgie sur le score de 32 à 30.

Lors de la première partie de son stage qui s'est déroulée en République Tchèque (27 décembre-2 janvier), le Sept national a disputé une première rencontre amicale face à la Tchèque, soldée par un résultat de parité (31-31).

Versée dans le groupe A de la 27e édition de la CAN (21-31 janvier 2026), l'Algérie débutera face au Nigeria le 21 janvier (12h00), puis le Rwanda le 22 janvier (18h00), avant de clôturer face au à la Zambie, le 24 janvier (12h00).

Le groupe B est composé de l'Égypte, de l'Angola, du Gabon et de l'Ouganda, alors que le groupe C comprend la Tunisie, la Guinée, le Cameroun et le Kenya. Dans le groupe D figurent le Cap-Vert, la Maroc, le Congo et le Bénin. La composante définitive des joueurs devant prendre part à la Coupe d'Afrique des Nations sera annoncée après l'ultime stage de préparation, aux alentours du 16 janvier, alors que le départ à destination du Rwanda est prévu pour le 17 janvier.

RS/APS

ESC@LES

facebook twitter instagram whatsapp telegram

SUR LE NET

youtube

Internet, Facebook et les réseaux sociaux sont désormais ancrés dans notre vie quotidienne. On y trouve de tout. Mais nous, nous nous intéresserons uniquement aux productions de ceux et celles qui font de ces formidables moyens de communication des outils utiles au service du savoir, de la culture et de la réflexion positive qui rassemble autour des valeurs hautement humaines auxquelles les Algériennes et les Algériens ont de tout temps adhéré. Cette page accueille aussi les publications du monde arabe et du continent africain.

Page animée Par Salim Nait Ouguelmim

LA PATATE DOUCE (BATATA HLOUA)

nale et stabilisent le taux de sucre sanguin. Ces propriétés font de la patate douce un aliment qui renforce le système immunitaire, améliore la qualité de la peau et la protège efficacement des dégâts du soleil.

Chaque fois que vous le pouvez, privilégiez la patate douce par rapport à la pomme de terre : alors que la pomme de terre augmente fortement le sucre sanguin, la patate douce possède un index glycémique de 50, qui en fait un allié de votre ligne et un aliment intéressant dans le diabète.

Très riche en composants anti-oxydants, la patate douce ou sucrée repousse l'apparition des troubles dégénératifs liés à l'âge. Ce fruit-légume d'origine sud-américaine prévient notamment la survenue des maladies cardio-vasculaires, l'apparition de certains cancers (prostate, vésicule biliaire...) et de nombreuses maladies relatives au vieillissement. La patate douce contient également de multiples bons nutriments, des vitamines (B2, B6, C, A) et du bêta-carotène. En tout cas, la peau et les feuilles de la patate douce sont aussi riches que la chair.

Il faut toutefois consommer uniquement les jeunes feuilles.

Les composants bénéfiques des patates douces varient en fonction de leur pigmentation : Celles dont la peau est pourpre sont par exemple riches en anthocyanines, un flavonoïde anti-cancer, antioxydant et anti-inflammatoire. Et celles dont la peau est blanche sont recommandées pour stabiliser le taux d'insuline des diabétiques.

Les plus consommées restent toutefois les patates douces rouge-orange. Ce sont les espèces les plus riches en bons nutriments comme le cuivre et le manganèse.

-Glycémie :

Son effet sur le taux de sucre dans le sang est 30 % de moins que la patate ou pomme de terre traditionnelle. Cette dernière est considérée comme une force volcanique pour exploser le taux de sucre dans le sang. La patate douce contient 40 % de fibres solubles qui ont pour effet de faire baisser la glycémie. De plus, ses caroténoïdes contenus dans la pigmentation orangée jouent un rôle dans la réponse de l'organisme à l'insuline. Son acide chlorogénique atténue, pour sa part, la résistance à l'insuline. Son apport en vitamine C prévient les complications du diabète au niveau des yeux et des



systèmes neurologique et artériel.

-Prostate :

Une étude conduite sur 2 000 hommes a démontré que les mangeurs de patate douce avaient plus de chance de survivre à un cancer de prostate. Cela est dû en partie à sa richesse en vitamine C et en bêta-carotène.

-Tour de taille :

Scarlett O'hara, une actrice du film Autant en emporte le vent, maintenait son tour de taille en prenant l'habitude de manger des patates douces avant de se rendre à un party. N'ayant plus faim, elle évitait ainsi les tentations des calories vides du party.

-Anti-oxydant :

La vitamine C de la patate douce protège l'organisme contre les méfaits des radicaux libres.

-Coeur et réseau vasculaire:

Les bêta-carotènes de la patate douce maintiennent le système cardio-vasculaire en santé. Les fumeurs ont donc un très grand intérêt à consommer des patates douces.

-Contre-poison contre-intoxications alimentaires:

Pour combattre les intoxications provoquées par les crustacés et fruits de mer, par exemple, vous devez raper une patate rouge

dans un récipient. Mélangez avec un peu d'huile d'olive.

-Contre la coqueluche :

Récupérez quelques bourgeons de patate douce et mettez-les dans une casserole d'eau bouillante avec un morceau de feuille de canne à sucre. Laissez infuser cette décoction sucrée et buvez-en régulièrement jusqu'à disparition des symptômes.

-Chute de cheveux :

Faites une solution de feuilles de patate douce dans de l'eau et appliquez sur le cuir chevelu. (Favorise la repousse des cheveux).

-Comme ornement :

Mettez la patate douce dans un verre d'eau. Pour la faire tenir, piquez-la avec des cure-dents. Placez le verre sur le bord d'une fenêtre ensoleillée. Il faut changer l'eau régulièrement. Quand les racines atteindront au moins 15 cm, plantez la patate dans un peu de terreau. Vous aurez une plante d'intérieur originale. C'est une plante grimpante. Elle aura besoin d'un support pour que les tiges puissent s'y enrouler. Les feuilles ont une belle forme de cœur.

Publié par Mustapha Amrani sur sa page Facebook, le 13 janvier 2026

UNE BOUGIE VOUS PARLE

Hérité des Ath Abbas, dans l'actuelle wilaya de Béjaïa, émigrés dans le sillage du fondateur du royaume de Koukou, Ahmed Belkadi, vers 1515, le métier de bijoutier s'est, depuis, confondu avec l'Histoire de la région d'Ath Yenni, au Sud de Tizi-Ouzou. Chassé de Béjaïa par les Espagnols, le futur roi de Koukou, Ahmed Belkadi, était allé chercher refuge sur le flanc Nord du Djurdjura, emmenant avec lui ses fidèles, parmi eux, la famille Allam qui préféra s'installer à Ath Yenni, et partant, donner naissance à une grande aventure, le travail de l'argent et de la bijouterie. A son arrivée, "cette famille fut recueillie par les Mammeri et trouva une société prédisposée au travail manuel et artistique, qui demandait surtout de la doigtée et de la patience, et qui travaillait toutes sortes de métaux. Le travail se faisait en famille, au retour des champs, notamment, et chacun, hommes, femmes, petits comme adultes, y mettait du sien", souligne Cherif Ousmer, descendant d'une famille de bijoutiers depuis plusieurs générations. Dès lors, le



travail de la bijouterie a été adopté par la région et est devenu, aux côtés de l'or, l'ébénisterie, un de ses symboles entretenus et préservés de génération en génération. Les grosses pièces sont généralement commandées à l'avance tandis que les quelques petits bijoux fabriqués sont vendus aux différentes occasions sociales. Les bijoux fabriqués en argent sont frappés de poinçon de garantie pour attester que ce n'est pas du cuivre. Souvent, un autre poinçon portant le nom du prophète Mohamed (QSSL) qui équivaut à un serment, est ajouté par le fabriquant. Quant à la variété des couleurs, elle porte, elle aussi, beaucoup de symbolique. Ainsi, "le rouge du corail, symbolise le feu et le sang, le jaune, le soleil et les épis d'herbes mûres, le vert, la verdure de la nature qui se rapporte aussi au paradis, le bleu, le ciel et la mer, et le blanc de l'argent, l'eau et la quiétude", explique le bijoutier. Beaucoup d'artisans de la région qui avaient adopté le métier de bijoutier, parmi eux Nedir El Hadj Moha-

med, Ourad El Hadj Salem, Abad Abdellah et Nedaf Hocine, avaient participé à des manifestations internationales à Paris, notamment, où ils avaient été primés et avaient assisté à l'inauguration de la Tour Eiffel, mais aussi à Chicago, à l'exemple de Boussad Ougal. Durant la période ottomane, un impôt sur les récoltes a été imposé, appelé par les populations locales "l'impôt du joug", les Ath Yenni, fort de ce nouveau savoir, l'utilisèrent pour fabriquer de la fausse monnaie pour payer les percepteurs d'impôts envoyés d'Alger. Lors du colonialisme français en Algérie, et face à la résistance des populations à l'armée française, les autorités coloniales prirent la décision d'interdire la fabrication des armes et de la coutellerie dans la région. Plusieurs familles se sont alors converties en bijoutiers, dont le père de l'écrivain et anthropologue Mouloud Mammeri.

Publié par Mustapha Amrani sur sa page Facebook, le 16 décembre 2025.



Fajr	Dohr	Asr	Maghreb	Isha
05:27	12:34	15:48	18:15	19:36

5^E CONFÉRENCE INTERNATIONALE SUR L'EXPLOITATION MINIÈRE

TAFER REPRÉSENTE L'ALGÉRIE À RIYAD

La secrétaire d'Etat auprès du ministre des Hydrocarbures et des Mines, chargée des Mines, Karima Bakir Tafer, participe de mardi à jeudi à Riyad (Arabie Saoudite), aux travaux de la 5e édition de la Conférence internationale sur l'exploitation minière, a indiqué un communiqué du ministère.

La délégation algérienne participant à cette rencontre, placée sous le thème "Les minéraux: relever les défis d'une nouvelle ère de développement", regroupe le directeur du comité de direction de l'Agence du service géologique de l'Algérie (ASGA), Karim Mokhtar, ainsi que des cadres du ministère.

Organisée sous le haut patronage du Serviteur des deux Lieux saints de l'Islam, le Roi Salmane ben Abdelaziz Al-Saoud, cette conférence internationale constitue une plateforme de haut niveau réunissant les leaders du secteur, les ministres en charge des affaires minières, les décideurs ainsi que des experts de différents pays du monde, pour examiner les perspectives de développement du secteur des minéraux et de renforcement de son rôle central dans l'appui de la transformation économique et la réalisation du développement durable, ajoute le communiqué.

La participation de l'Algérie à cet événement international s'inscrit dans le cadre de sa vision tendant à promouvoir le secteur des mines, à renforcer son intégration dans les chaînes de valeur mondiales et à intensifier la coopération et les partenariats internationaux, de manière à contribuer à la valorisation des ressources minières nationales et à l'appui des objectifs de développement économique durable.

Dans ce contexte, Mme Tafer a pris part aux travaux de la table ronde ministérielle présidée par le ministre saoudien



de l'Industrie et des Ressources minières, Bandar ben Ibrahim Alkhorayef, au cours de laquelle les participants ont échangé les vues sur les voies à même de renforcer la coopération internationale dans les domaines de l'exploration et de l'exploitation des ressources miné-

rales, de développer les chaînes de valeur, et d'encourager les investissements responsables et durables dans ce secteur stratégique.

Elle a également participé à la réunion ministérielle des Etats membres de l'Organisation arabe pour le développe-

ment industriel, la normalisation et l'exploitation minière (AIDSMO), consacrée au débat des mécanismes d'unification des efforts arabes et de renforcement de la complémentarité régionale dans les domaines de l'industrie et de l'exploitation minière et de soutien aux initiatives communes pour la réalisation du développement économique durable dans les pays arabes.

Cette édition de la Conférence internationale sur l'exploitation minière repose sur trois axes stratégiques, portant sur le développement de modèles innovants de financement de l'infrastructure minière et de l'édification des capacités dans les pays producteurs de minéraux, à travers la création de réseaux des centres d'excellence dans les domaines de la géologie et de l'innovation, outre le renforcement de la transparence, par les chaînes d'approvisionnement et de fabrication.

La conférence, qui connaît une large participation avec plus de 100 pays et une cinquantaine d'organisations internationales, en sus d'institutions financières et de grandes sociétés d'exploitation minière, prévoit la signature d'un important nombre de mémorandums d'entente et d'accords stratégiques, ce qui reflète l'importance accrue que revêt le secteur des minéraux dans les mutations économiques et énergétiques mondiales.

RE

EXPORTATION DE TÔLES D'ACIER DU COMPLEXE TOSYALI
REZIG SUPERVISE LE LANCEMENT DE LA PREMIÈRE OPÉRATION

Le ministre du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, Kamel Rezig, a supervisé, mardi à Oran, le lancement des premières opérations d'exportation de tôles d'acier du complexe Tosyali au titre de l'année 2026, dans le cadre d'une visite effectuée au sein du complexe industriel.

M. Alp Tobcuoglu, membre du Conseil d'Administration du complexe Tosyali, a indiqué dans une déclaration à la presse que cette opération consiste en l'expédition simultanée de quatre navires, dont trois quitteront le port d'Arzew et un le port d'Oran, à destination de la Pologne, la Lettonie, l'Italie et la Tunisie. Cette initiative reflète la dynamique que connaît le secteur de l'exportation dans la filière sidérurgique.

Il a ajouté que le volume des exportations dans le

cadre de cette opération est estimé à 22.000 tonnes de produits sidérurgiques, pour des recettes financières avoisinant 13,5 millions de dollars US. Ces exportations concernent principalement les tôles laminées à chaud et le fil de fer.

Le même responsable a également souligné que le groupe est en voie de réaliser une extension dédiée à la production de tôles laminées à froid, galvanisées et peintes, destinées aux industries de l'électroménager et de l'automobile.

Lors de cette visite, le ministre du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, accompagné du wali d'Oran, a insisté sur la nécessité d'achever cette extension dans les plus brefs délais, soulignant que la satisfaction des besoins du marché

national demeure une priorité, l'exportation venant en second lieu.

Dans le même contexte, le membre du Conseil d'Administration du complexe Tosyali a affirmé que ces investissements, qui reposent sur des technologies de pointe, permettront de produire un acier de haute qualité et à forte valeur ajoutée, contribuant ainsi à la réduction des importations et au renforcement des exportations nationales.

Il a également annoncé que les unités de production de tôles laminées à froid entreront en exploitation à partir du mois de septembre prochain, saluant le suivi rigoureux accordé par les pouvoirs publics au dossier de l'exportation.

RE

CONSEIL DE LA NATION

LES PEINES PRÉVUES DANS LE TEXTE DU CODE DE LA ROUTE CONCERNENT DES CAS PRÉCIS, SOULIGNE LOTFI BOUDJEMAA

Le ministre de la Justice, garde des Sceaux, M. Lotfi Boudjemaa, a affirmé, mardi, que les peines énoncées dans le texte du Code de la route, et considérées comme "sévères" ne s'appliquent pas aux auteurs d'accidents courants, mais concernent des cas précis.

Lors d'une plénière au Conseil de la nation, consacrée à la présentation et au débat du texte du statut de la magistrature, M. Boudjemaa a indiqué que les peines citées dans le texte de la loi, "ne s'appliquent pas aux auteurs d'accidents courants, mais concernent des cas précis, comme par exemple la conduite en

état d'ébriété ou sous l'emprise de stupéfiants ou de substances psychotropes".

Concernant la mesure de détention provisoire, le ministre a précisé qu'"elle ne dépasse pas 0,5 %, et ce sont tous des cas liés à la conduite en état d'ébriété ou sous l'emprise de stupéfiants, ou à la détention d'un faux permis de conduire", relevant que les magistrats "sont conscients de la responsabilité qui leur incombe et que chaque dossier a sa spécificité".

Par ailleurs, M. Boudjemaa a indiqué que "les inquiétudes suscitées par ce

texte de loi sont légitimes, mais ne devraient pas aller jusqu'à l'intimidation", rassurant que cette loi vise à "protéger la vie humaine en tenant compte de tous les facteurs menant aux accidents de la circulation, comme l'état des routes".

Soulignant que les sanctions sévères que prévoit le texte de loi sont liées à des cas précis "établis après une enquête judiciaire minutieuse et approfondie", le ministre a précisé que ce texte a été élaboré par "des spécialistes, avec le concours de différents acteurs". Et d'ajouter que ses dispositions pénales "n'étaient pas claires pour certains, ce

qui a suscité plusieurs préoccupations et interrogations".

Il a rappelé également que ce texte, dans sa nouvelle mouture, vise à "réorganiser, à encadrer, et à durcir certaines dispositions, compte tenu de la hausse considérable du nombre d'accidents de la circulation", ce qui a rendu nécessaire la proposition de cette loi afin de "s'adapter aux évolutions et de combler certaines lacunes constatées à partir des accidents enregistrés".

RA